Vol. 8 • No. 46 • Du 27 mai au 2 juin 2015

Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00

# HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

# 70 CANDIDATS INSCRITS POUR LES












Voir page 8

Ci-dessus de gauche à droite: Supplice Beauzile Edmonde, Moise Jean Charles et ci-dessous Jovenel Moise et Gautier Marie Antoinette

# LAURENT LAMOTHE S'AUDITE LUI-MÊME!




Voir page 5

Conférence de presse de Laurent Salvador Lamothe, le mardi 26 mai, à la salle Thérèse de l'hôtel Le Plaza, pour contester le rapport de la Cour supérieure des comptes et du contentieux administratif et se donner lui-même un audit favorable à son administration












# Fruits vénéneux de la division et perspectives

Par Berthony Dupont

Le pays est en train de voler en éclats du fait d'une crise électorale reflétant une large paralysie, elle-même engendrant une situation sociale fortement agitée. Cette marmite de candidats de tout acabit, de décharges, de contestation et de carnets qu'on sent en pleine ébullition risque d'exploser à tout moment. Nous n'en sommes pas étonnés puisque les faits sont là, criants, pourtant difficilement récusables ; vu que le pouvoir en place jouit d'une solide tradition de corruption, de détournements de deniers publics et de fraudes électorales.

Les récits qui fourmillent d'invraisemblances apparaissent pourtant à maintes reprises, cousus de fil blanc de sorte que chaque jour apporte un lot de témoignages et de pièces à conviction. Les déments courroucés des laquais locaux, en l'occurrence le Gouvernement et les membres du Conseil électoral Provisoire, ne peuvent rien changer à cette machination grossière ; de sorte que l'analyse de la conjoncture et les positions des différents courants ou secteurs politiques participant au jeu électoral nous permettent d'en définir les différentes perspectives possibles.

Comme l'a signalé le diplomate américain Thomas Shannon, les élections auront lieu cette année ; dès lors peut-on dire que l'impérialisme américain préfère jouer la carte électorale au lieu de celle de leur transition de trois ans qu'il avait proposée à certains secteurs de la classe politique traditionnelle ?

Vraisemblablement, le système se décide à aller vers les élections-sélections, cela leur parait plus favorable pour conserver le pouvoir ; alors que la réalité quotidienne nous fait comprendre davantage que le pouvoir et ses partis bidon sont de plus en plus isolés et discrédités par la grande majorité des masses populaires.

Qu'à cela ne tienne, vu qu'ils n'ont aucune force populaire organisée, unie en face d'eux capables de leur donner du fil à retordre, puisque les purges au sein des organisations populaires et le démantèlement des partis d'opposition font grandement leur affaire. En vérité, c'est une débandade totale.

Vingt-cinq années seulement nous séparent déjà des élections de 1990 pour lesquelles il y avait trois grands courants opposés: le secteur pro-impérialiste avec L'alliance Nationale pour la démocratie et le progrès (ANDP) de Marc L Bazin et du Panpra de Serge Gilles ; celui du macouto-duvalieriste par son symbole Roger Lafontant et le camp démocratique représenté par Jean Bertrand Aristide dans une alliance des masses populaires avec une certaine bourgeoisie opportuniste baptisée Front National pour le Changement et la Démocratie ( FNCD) converti plus tard en Mouvement ou Opération Lavalas.

Les masses populaires à la recherche d'un changement ont su trouver le ton pour s'identifier tout bonnement au courant Lavalas. En ce temps-là, il n'y avait qu'un seul candidat du peuple et le slogan de l'heure fut « *makout pa ladann* » sans oublier « le capitalisme est un péché mortel ». Fort de cette cohésion, le peuple n'avait pas permis qu'on bloquât ou manipulât les élections de 1990. Cette opération avait bouleversé les plans machiavéliques de certaines ambassades occidentales en Haïti au point que bien avant les élections, nous étions sûrs de les gagner d'avance.

Alors, où en sommes-nous donc aujourd'hui ? Voici que au lieu de corriger les erreurs de 1990, nous avons plutôt choisi de faire marche arrière pour aboutir à un scenario totalement opposé. En 1990 c'était l'unité des masses populaires, alors qu'en en 2015 c'est la désunion totale avec au sein du secteur démocratique plus de 20 candidats, alors qu'en 1990 nous n'avions eu qu'un seul à la présidence. Et c'est cela qui avait fait notre force, une réalité que n'apprécièrent pas les puissances impérialistes.

Ce mouvement de 1990 est tout bonnement réduit en miettes : OPL, Fanmi Lavalas, Pont, Ansanm nou fò, Mopam, Unité, Vérité, Plateforme Pitit Desalin et à la rigueur même le MOPOD et Renmen Ayiti pour ne citer que ceux-là. Désordre total dans le camp des Grecs. Alors que le secteur macouto-duvaliériste pro-impérialiste au pouvoir avec Martelly en alliance avec la petite bourgeoisie opportuniste représentée par Evans Paul à la Primature est plus apte à s'entendre que nous autres qui nous entredéchirons pour des objectifs personnels au détriment des intérêts du pays.

Le principe électoral n'est pas mauvais en soi ; mais ce qui est négatif, voire dangereux, c'est quand des opportunistes conduisent le peuple à la boucherie ou à l'échec comme en 1987. Aller aux urnes sans une réelle mobilisation populaire concrète, organisée et avec des objectifs définis dans une conjoncture confuse comme c'était le cas en 2006 et 2010, c'est faire le jeu des ennemis du peuple ; en d'autres termes, c'est trahir ses aspirations au changement. C'est offrir aux forces obscures impériales et macoutiques, aux bourreaux du peuple la possibilité de détruire ce qui reste des organisations populaires. Dans cette optique, nous ne cesserons jamais de dire qu'il nous faut certes organiser le peuple, mais pas simplement dans une perspective électoraliste mais dans une perspective révolutionnaire.

Il est évident que dans ces élections à venir les masses populaires ne feront pas bloc ensemble derrière aucun candidat. Dès lors, la volonté du peuple sera niée de sorte que les forces dominantes continueront leur sale besogne dans leurs rapports avec l'Occident pour assurer la continuité dans la négation, l'asservissement, l'humiliation, le pillage. La misère ne fera que grandir, pour faire place à une exploitation qui n'arrêtera pas de se consolider !

Bien après Dessalines, Marx et Engels n'avaient-ils pas appelé les prolétaires de tous les pays à s'unir. Alors, qu'attendons-nous donc, nous les déshérites du sort, les organisations populaires conséquentes pour continuer ce chemin d'unité dans la lutte contre l'ennemi commun, que nos ancêtres révolutionnaires avaient tracé pour nous montrer la route ?


**1583 Albany Ave**
**Brooklyn, NY 11210**
**Tel: 718-421-0162**
**Fax: 718-421-3471**

**3, 2ème Impasse Lavaud**
**Port-au-Prince, Haiti**

**Email :**
*editor@haitiliberte.com*

**Website :**
*www.haitiliberte.com*

**DIRECTEUR**
*Berthony Dupont*

**EDITEUR**
*Dr. Frantz Latour*

**RÉDACTION**
*Berthony Dupont*
*Wiener Kerns Fleurimond*
*Kim Ives*
*Fanfan Latour*
*Guy Roumer*

**CORRESPONDANTS EN HAITI**
*Daniel Tercier*
*Oxygène David*
*Bissainthe Anneseau*

**COLLABORATEURS**
*Marie-Célie Agnant*
*J. Fatal Piard*
*Catherine Charlemagne*
*Pierre L. Florestal*
*Yves Camille*
*Jacques Elie Leblanc*
*Roger Leduc*
*Joël Léon*
*Claudel C. Loiseau*
*Anthony Mompérousse*
*Dr. Antoine Fritz Pierre*
*Jackson Rateau*
*Eddy Toussaint*
*Ray Laforest*
*Edmond Bertin*

**ADMINISTRATION**
*Marie Laurette Numa*
*Didier Leblanc*

**DISTRIBUTION: CANADA**
*Pierre Jeudy*
*(514)727-6996*

**DISTRIBUTION: MIAMI**
*Pierre Baptiste*
*(786) 262-4457*

**COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES**
*Mevlana Media Solutions Inc.*
*647-499-6008*
*computertrusting@gmail.com*

**WEBMASTER**
*Frantz Merise*
*frantzmerise.com*

# Haïti, chronique d'une crise électorale (54)

## *Sophia Martelly, le rêve brisé !*

Par Catherine Charlemagne

En Amérique latine et en Argentine en particulier, l'on connaît la dynastie politique des Perón. Il y a eu Juan Domingo Perón, le général-Président de 1946 à 1955 une première fois et de 1973 jusqu'à son décès le 1er juillet 1974. Ensuite, Isabel Martinez de Perón, sa troisième épouse qui lui a succédé à sa mort. Avant il y a eu Maria Evita Duarte Perón plus connue sous le nom de Eva Perón, la deuxième épouse de ce chef d'Etat. En tant que Première Dame, Eva était aussi connue pour être la fondatrice du Parti Péroniste Féminin (PPF) en 1949 et très impliquée dans des œuvres caritatives au profit de ce qu'on appelait les « descamisados » (sans-chemises) et les femmes les plus démunies de son pays. Après les années Perón, l'Argentine connaît aujourd'hui le début d'une seconde dynastie avec les Kirchner depuis la première élection de Nestor Kirchner en 2003. Malade et finalement décédé au pouvoir, son épouse Cristina Fernandez de Kirchner qui était déjà très engagée dans la politique le remplace à la présidence de la République en 2007.



Sophia Saint Rémy Martelly visait en réalité le Palais national

Depuis, elle a été réélue à la tête de l'Argentine en octobre 2011. Avant son premier mandat, elle avait été élue sénatrice au Congrès fédéral à Buenos Aires en 2005. Voilà un aperçu de ce qu'on entend par dynastie politique dans ce pays. En Haïti, à part François Duvalier qui, avant sa mort, a pu introniser son jeune fils, Jean-Claude âgé seulement de 19 ans à l'époque, personne avant et après lui n'a réussi un tel pari à ce niveau du pouvoir. Il y eut des frères et des pères et fils devenus députés et sénateurs. Mais jamais plus loin. La présidence de la République en Haïti, contrairement à ce qu'on pense, n'entre pas qui veut sans avoir à affronter une multitude de déboires et autres crocs-en-jambe. Même pour Michel Martelly, imposé par Washington, cela n'a pas été facile. On en veut pour preuve, non seulement il y a eu énormément de pertes en matériels, des casses et des dégâts en tout genre, le pays avait enregistré aussi des pertes en vie humaine.

Ceci pour dire que le Palais national ne se laisse pas prendre facilement. Il est acquis soit à la force des baïonnettes, Dieu merci ce temps est révolu depuis 1995, soit par des combines diplomatiques et politiques des puissances extérieures, malheureusement toujours en cours dans le pays. Enfin, soit par la voie des urnes, ce qui est la plus difficile comme partout ailleurs tout en restant la seule voie légale et démocratique. Mais mise à part ces considérations, on l'a vu lors des années précédentes, il demeure davantage compliqué pour une femme, fût-elle la mieux armée politiquement et intellectuellement, d'accéder à la présidence d'Haïti, qu'un homme, en tout cas pour le moment. De mars 1990 à février 1991, il y eût Mme. Ertha Pascal Trouillot, membre de la Cour de Cassation, qui fut Présidente Provisoire de la République. C'était une première dans l'histoire de ce pays. Mais ce fut aussi un cas exceptionnel. Elle avait été nommée par consensus politique afin d'évacuer le général apprenti dictateur, Prospère Avril du pouvoir.

Depuis, d'autres femmes se sont essayées en se portant candidates à la présidence de la République. Tout cela se termina en queue de poisson. Les péripéties de Mme Manigat, éphémère Première Dame qui a succédé à son mari, Leslie, à la tête du RDNP en tant que Secrétaire générale, en dit long sur les embûches à surmonter avant de devenir Présidente d'Haïti. Donc l'envie, le courage, l'engagement, l'argent et le soutien politique ne sont pas forcément synonymes de réussite dans une telle aventure. Encore moins de victoire pour une femme briguant le Palais national. La Secrétaire générale du RDNP et ancienne sénatrice, Mirlande Hyppolite Manigat en sait quelque chose. Pour ce processus électoral de 2015, si toutefois il arrive à son terme, beaucoup de prétendantes et de prétendants au fauteuil présidentiel ont déjà manifesté leur intention de manière officielle. Compte tenu d'une foultitude de candidats à la candidature, un nouveau système a même fait son apparition dans la campagne.

C'est le système des « élections primaires » au sein des partis en vue de départager les candidats avant qu'ils officialisent leur candidature auprès de Conseil Electoral Provisoire (CEP). Pratiquement toutes formations politiques, vassales de la grande famille TètKale, disposent des têtes d'affiche et briguent la succession du Président Michel Martelly. Des ministres en exercice démissionnent en cascade afin de se mettre en conformité avec la loi électorale ou Cadre légal du CEP. Des ex-ministres non des moindres s'alignent sur la ligne du départ. Des amis de longue date du musicien SweetMicky aussi se lancent à l'assaut du Palais national. L'ancien Premier ministre du gouvernement TètKale et des amis du titulaire actuel de la Primature, Evans Paul, se sont portés candidats à la présidence de la République. Bref, pour la première fois en Haïti, comme il se plait à le répéter depuis son investiture, le chef de l'Etat sortant est dans l'embarras pour faire un choix parmi la pléthore de successeurs ou héritiers possibles.

Mais voilà, « sa w sispèkla, se pa sa » (ce n'est point ce que vous soupçonnez). En effet, pendant plusieurs semaines, le pays a vécu au rythme d'un insupportable suspense. Tout le monde en parlait et scrutait la moindre déclaration de la personne en question pour en faire écho. La plupart des partisans du pouvoir et la concernée elle-même distillent au compte-goutte ce qui devenait un secret de polichinelle tant tout le pays reste suspendu et attend soit l'officialisation soit le démenti d'une nouvelle qui commençait franchement à agacer tout le monde. La presse ne cessait de rapporter les faits et gestes de la personne en question en rapport à cette candidature qui ne disait pas encore son nom. Mais de qui s'agit-il ? He bien, « Sa w sispèk la, se sa ! Mwen pare pou m kontinye travay tètkale !! ». #Haïti ». (Ce dont tu doutes est bien réel. Je suis prête à continuer le travail tètkale). Ce twitte est de Sophia Saint-Rémy Martelly. Il datait du mercredi 15 avril 2015. Presque instantané que celui envoyé par Hillary Clinton annonçant sa propre candidature à la présidence des Etats Unis.

Pour certains en Haïti le twitte de Mme. Martelly n'a rien du hasard même si elle n'était pas catégorique comme son homologue américaine. Depuis ce mercredi 15, il faut dire qu'on ne regardait plus la Première Dame d'Haïti comme seulement l'épouse du Président haïtien. S'agissait-il d'un simple test, une façon de sonder le terrain politique ? Ou d'un grand pas dans le vide sidéral cherchant la terre ferme en vue de la poursuite de la politique de son président de mari ? Le mystère restait entier dans la mesure où jusqu'au jeudi 23 mars 2015, Sophia Saint-Rémy Martelly avait continué d'avancer masquée. Même si pour elle, la campagne avait déjà commencé à travers le pays au côté de sa copine la ministre de la Santé et de la Population Dr Florence D. Guillaume qui, elle, ne cachait plus l'ambition de son amie Sophia. Serait-elle candidate au Sénat de la République ou envisageait-elle carrément la présidence de la République ? Jusqu'à cette fameuse date du 23 avril il n'y avait ni confirmation ni démenti. Ce qui est sûr, Sophia Martelly était déjà en campagne.

Pour plus d'un, la campagne électorale de la première dame avait commencé dans des tournées partout dans le pays avec d'imposants délégations et cortèges de voitures officielles. Selon tous les observateurs présents, il y a eu un mélange de genre incroyable qui rappelle étrangement la conduite de Cristina Kirchner en Argentine lors de la campagne de 2007 afin de succéder à Nestor Kirchner. Généralement en Haïti, on dit « kreyòl pale kreyòl konprann » se traduisant ainsi « entre nous l'on se comprend ». Lorsque la ministre de la santé vendait la candidature de Mme Martelly en ces termes sans équivoques : « Nou remake sa m sispèk la. Se sa. Se sal te di. Eske nou konn sa m sispèk la ? » Sans surprise l'assistance a répondu en chœur : « Nou pa egare ! ». En clair toute la population avait compris que madame Martelly ne

*Suite à la page (15)*

# La commune de Fonds Verettes au bord de l'effondrement

Par Jackson Rateau

Au moment même où on ne parle que d'élection dans le pays, dans certains endroits très vulnérables en Haïti où la population est délaissée, c'est la désolation totale. Il s'agit bien de la commune de Fonds Verettes où des gens meurent pour n'avoir pu trouver une goute d'eau pour étancher leur soif. Les animaux eux aussi sont morts de soif là-bas.

La commune de Fond Verettes s'étend sur une superficie de 250 km2. Elle abrite 30 mille âmes. Cravachée depuis quelques années par une crise d'eau aigue, elle se trouve actuellement au bord de l'effondrement. La commune avec ses arbres décimés, sa terre brulée par les flambées de soleil et emportée par l'érosion, n'a pas reçu une goute de pluie depuis cela 3 trimestres prés. Terrassés par la faim et la soif, les habitants de la dite commune (Fonds Verettes) ont décrit leur pénible situation de la manière la plus désespérée.



**Les citoyens viennent de toutes parts de la 4e section de Fonds Verettes pour se rendre jusqu'à Foret des Pins pour acheter de l'eau**
**Photo Credit : Rafael Guzman**

Les citoyens viennent de toutes parts de la 4e section de Fonds Verettes pour se rendre jusqu'à Foret des Pins pour acheter de l'eau. «Il n'y a pas d'eau nulle part à Fonds Verettes. Et les gens viennent des localités très éloignées de la 4e section, pour venir jusqu'ici, à la Forêt des Pins pour acheter de l'eau. Une dame m'a expliqué qu'elle effectuait un voyage de 16 heures de temps (7 heures du matin à 11 heures du soir) pour se procurer 2 seaux d'eau qu'elle achète à 35 gourdes chacun. Une autre a eu sa bourrique morte, car ayant trop soif et faim en même temps et surtout sous le poids de 15 gallons d'eau, l'animal a succombé à cause de la durée du voyage. Un autre habitant qui vint avec son cheval aida la voyageuse jusqu'à chez elle qui se trouve à une distance de 17 kilomètres », a précisé un riverain.

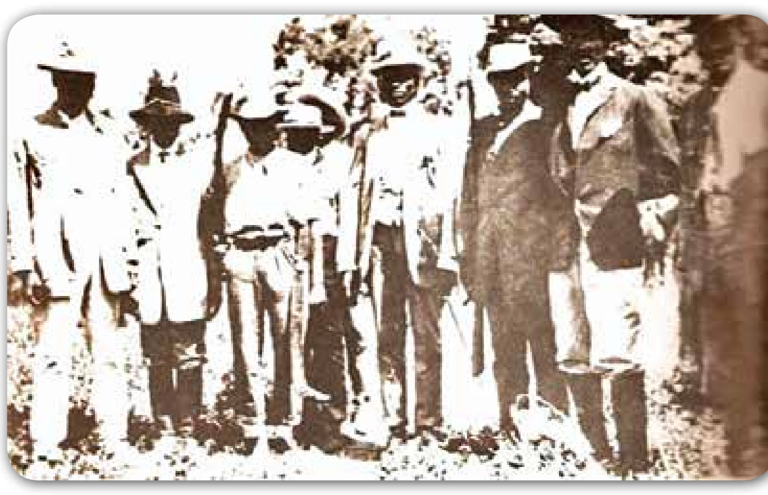
Une citoyenne de Fonds Verettes qui s'achète de l'eau à la Forêt des Pins a ainsi décrit ses mésaventures et celles de ses compagnes de route : « Nous venons de la localité de Soviette. Avec nos 10 seaux chacun, il nous faut les transporter d'abord dans la station de transport publique où il est souvent difficile de trouver un camion qui va à Fonds Verettes. Dans de tels cas, nous prenons des motos. C'est inexplicable. La situation est beaucoup plus terrible pour ceux d'entre nous ayant des nouveaux nés. D'ailleurs, qui peut vivre sans eau…Autorités ? Locales ou centrales, inutiles d'en parler. Je n'ai pas de temps pour ces foutaises. On les voit venir déblatérer, débiter leurs mensonges à chaque période électorale… Nous sommes des oubliés, des laissés pour compte qui n'existent même pas pour ces imposteurs. Alors, livrés à nos propres sorts, nous attendons la mort». « Au centre ville de Fonds Verettes, il y a une rivière qui débite rien qu'un filet d'eau. Nous autres de la ville, nous nous servons de cette eau, génératrice de choléra puisqu'étant déjà empestée depuis l'amont de la rivière, de matière fécale, de cadavres d'animaux et même d'humains. Actuellement, la population est ravagée par le cholera. Nous n'avons ni centre de santé, ni Centre de Traitement de Choléra. De la localité de Gros Cheval à Fonds Parisien, les frais de transport d'un malade varient de 900 à 1500 gourdes. Alors, que pouvons-nous espérer, si non qu'une hécatombe collective de toute la population », s'est plaint désespérément un riverain.

Par ailleurs, à cause des pluies permanentes qui s'abattent sur Haïti depuis l'arrivée du Printemps, les victimes du choléra de la MINUSTAH/ l'ONU se multiplient à travers les pays. Au mois d'Avril, dans différentes communes à travers la République, on a recensé 3600 cas de nouveaux infectés et 16 décès, au mois de mai : 1858 cas et 5 décès.

# Nou sonje jeneral Benwa Batravil (Ti benwa)

**Guy-Gérald Ménard**

Depi m piti m tande moun ap repete se grannèg ki fè listwa, ki vle di se degrenn fanm ak gason vanyan istoryen kouche sou papye. Mwen te sou ban lekòl ak pantalon kout lè non Chalmay Peral ak Benwa Batravil vin nan zòrèy mwen. De non yo toujou asosye ak batay liberasyon peyizan kako te mennen kont lokipasyon. Dezyèm nan se te bra dwat premye a; ou pa p tande non youn pou pa tande non lòt. Men, si bon jan enfòmasyon travèse tan vin jwenn nou sou lavi ak lanmò Chalmay Peral, m pa t gen twòp ransèyman sou Benwa Batravil. Dayè se toulòtjou m konnen se Ti Benwa popilasyon an te rele gran patriyòt sa a, kokennchenn konbatan sa a, akòz li te yon nonm ti kò. Kòmkwa nou pa janm twò granmoun pou n aprann! Anvayisè yo fè sa yo konnen pou efase tras Batravil. Foto li pa figire nan okenn achiv ki disponib. Malgre sa kèk konpatriyòt, ki bay tèt yo kòm devwa pou kenbe Ti Benwa vivan nan memwa kolektif Ayiti, pote kontribisyon yo, chak bò pa yo, pou mete kanpe pòtre Benwa Batravil.



**Benwa Batravil 1877-1920 nan gwoup kako sa yo**

**Ti Benwa: yon egzanp nou dwe suiv**

*Istwa lagè rezistans lame Kako yo ak Jeneral Benwa Batravil (Ti Benwa) nan tèt yo* se tit yon ti liv ki fenk soti anba plim Komite Rezistans Popilè Benwa Batravil (KRPBB), ak patisipasyon AKAO, Ayiti Djanm, GRML nan kad kanpay mobilizasyon 100 tan okipasyon Ayiti Inisyativ MPDP ap rapousuiv. Dapre sa liv la di Ti Benwa te yon nonm senp ki te konn li ak ekri e ki te pataje teknik sa yo ak timoun nan vwazinay li paske pou li se te yon devwa. Se te yon peyizan mwayen byennelve, ki te nan travay jaden anvan li te antre nan batay kont lame anvayisè enperyalis la. *Atravè lagè a, peyizan Kako yo t ap konbat dappiyanp konpayi meriken ak oligachi restavèk la t ap fè sou tè yo. Konsa lagè a vin pran yon dimansyon yon lagè liberasyon nasyonal, dabò sou direksyon Chalmay Peralt, 1917-1919, pi devan anba direksyon Benwa Batravil, 1919-1920, apre asasina Chalmay Peralt, pou pouse do okipan meriken yo epi pèmèt peyi a repran dwa granmoun li.* 19 me 2015 lan militan KRPBB, AKAO, Ayiti Djanm ak GRML te ale nan depatman Sant la pou salye memwa Benwa Batravil ki antere nan simityè Mibalè epi patisipe ak jenn yo nan yon konferans deba anvan yo pran direksyon Savanèt. La, yo vizite gwòt kote Benwa Batravil te tabli katye jeneral li nan Baryè Wòch (Ti Bwapen), lokalite Kolonbye, premye seksyon Komin Savanèt. Apre lanmò Peral, 31 oktòb 1919, kongrè lame rebèl revolisyonè yo te deziyen Benwa Batravil kòmandan siprèm fòs Kako yo 2 desanm 1919, nan lokalite Zoranje. Depi 1987 popilasyon Savanèt komemore chak lane lanmò gwo konbatan sa a ak afich, konferans, mach, visit ak tout kalte manifestasyon kiltirèl.

Gen plizyè konpatriyòt nou ki tanzantan soufle sou chabon dife lespwa pou kenbe flanm souvni a djanm. Men ki rezon defen Jan Metelis te bay lè yo te mande l poukisa li te ekri woman Les Cacos a li te pibliye nan edisyon Gallimard an 1989. *Si mwen ekri l, se pou sèvi memwa a… paske nou menm Ayisyen, nou pa konnen istwa nou ase, ni istwa relasyon nou ak gwo vwazen an… sitou nan yon peryòd kote retou ameriken yo ann Ayiti te sanble pwòch… Mwen te vle fè sonje sa ki te pase lontan pou nou pa antre tèt bese nan yon nouvo okipasyon. Men, an 1994, Ameriken yo rive sou nou…* Collectif Cases Rebelles ki te mennen antrevi a mansyonnen depi 1868 Prezidan Enndrou Djonnsonn te dèyè mete men sou tout zile Ispanyola a pou tabli yon baz ekonomik ak militè. Li ajoute lidè anti enperyalis Rozalvo Bobo te nan tèt yon soulèvman popilè ak lame revolisyonè kako a pou jete Jan Vilbren Giyòm Sam e apre masak prizonye 27 jiyè a pèp la te pare pou mete Bobo prezidan. Lè sa a Ameriken debake nan yon peyi ki te nan kalmi jou 28 jiyè a. Metelis presize nan liv li a: *pandan Kako yo t ap batay Prezidan Filip Sid Datignav t ap lapriyè nan pye blan yo pou yo pa kite pèp la mouri grangou paske okipan yo pa t peye ni li ni fonksyonè ayisyen yo ki te pase yon fèt Nwèl an chyen.*

Mod Leblan, ki te fè pati Sant Aksyon Entènasyonal jounal Haïti Progrès, montre nan yon atik li ekri an 1999 kouman meriken yo te teste yon bann nouvo zam yo te genyen, plizyè ladan yo pou premye fwa, pandan lagè yo fè Ayiti a. Li site bonbadman ak balewouze ayeryen, tank ridimantè ak mitrayèz.Tit tèks la se *Haiti is no stranger yo war crimes of the former colonial powers which now make up NATO*. Pou Ayisyen ti sèvèl k ap chèche zo nan kalalou pou eseye konvenk zòrèy enkredil sou bon kote okipasyon an ak konstriksyon okipan yo ale kite pou nou, otè atik la raple nou nan ki sikonstans sa te fèt. Li esplike ki jan Franklin Delano Wouzvèl ki te minis lamarin Etazini te ekri yon nouvo konstitisyon pou Ayiti. Yon konstitisyon ki te bay etranje dwa posede tè nan peyi a. Se konsa konpayi ameriken fè dappiyanp sou pi bon tè nan vale yo epi monte antrepriz agrè pou pwodui sik, kawotchou, pit elatriye. Yon fwa ankò Ayisyen te retounen sèvi kòm esklav nan yon sistèm travay fòse yo rele *kòve*. *Se ak pwent bayonèt peyizan ayisyen te fòse konstwi wout, chemennfè, kay, ak lòt enfrastrikti pou benefisye Konpayi ameriken ak administrasyon neyokolonyal yo.* Pou ede nou reflechi sou siyifikasyon batay peyizan kako yo te mennen kont *marines* yo soti 1915 rive 1921ak wòl Benwa Batravil te jwe nan mouvman rezistans ame a, Fegès Jèmen te pibliye yon liv swasannkenz paj an 2010. Jèmen se yon sitwayen, moun Mibalè, ki diplome Lekòl Nòmal Siperyè. Men yon pati nan kòmantè Wolan Leyona ki se yon kritik literè ak mizikal le Nouvelliste te ekri. *Indigné de la nouvelle occupation du territoire haïtiten , depuis février 2004, de sa tranquille et docile acceptation par les uns, de la collaboration manifeste des autres, il s'est penché nostalgiquement sur cette figure de proue de la résistance à l'occupation américaine de 1915, fils authentique de la paysannerie haïtienne, parent frère d'armes et successeur de Charlemagne Péralte dans le commandement du mouvement.*

7 fevriye ane sa a Mirana Kazimi, yon lòt pitit Mibalè, te pataje sou entènèt enfòmasyon li te kolekte nan plizyè sous sou lavi ak lanmò Ti Benwa. Blòg li a vin ak tit *Parce que le devoir de mémoire est indispensable: Benoît Batraville.* Li fè nou konnen Benwa Batravil te fèt an 1877 nan yon lokalite Mibalè yo rele Balimèt. Li te yon desandan Jozèf Benwa Batravil, yon frèdam Jeneral Janjak Desalin. Li di tou ameriken yo te rann yo kont fòk yo te elimine Benwa Batravil si yo te vle met yon bout nan ensireksyon an e kalkil yo te jis. Pawòl sa a a montre enpòtans Jeneral Batravil te genyen pou mouvman revolisyonè a, wòl li t ap jwe kòm estratèj militè ak taktik geriya li te devlope san konte bravou ak detèminasyon fawouch li pou reponn fòs lennmi yo kou pou kou. Dapre enfòmasyon Mirana pran nan bouch istoryen Jòj Michèl, se nan yon inifòm *marine* ameriken yo te antere Benwa Batravil pou fè li peye awogans li ak konbativite l. Nan rale mennen vini m ap fè depi kèk semenn sou nesesite ko(re)memorasyon 100 lane okipasyon 1915 la mwen te mansyonnen nimewo espesyal revi Demanbre ki te soti nan mwa janvye 2015 ak tit Nou Pap Dòmi Bliye li prete nan yon powèm Jòj Kastra. Sa fè kenj jou depi mwen dekouvri Ajennda Popilè 2015 Sosyete Animasyon ak Kominikasyon Sosyal (SAKS) te enprime an desanm 2014. Paj kouvèti a pote menm tit Nou

*Suite à la page (15)*

# FÒ NOU TOUT PRAN GOUMEN

Fò nou tout pran goumen
Menm si wòch kase tèt
Nan kafou gran chimen

Fò nou tout pran goumen
Twal kaki ak gwo ble
Bayonnen dyòl lespwa
Chak jou fizi tire
Chak jou gen frè k tonbe

Po fig ak po bannann
Fè piyay sou lawout
Men de grenn dan rache
pa p fè nou pran kabann

Fò nou tout pran goumen
Si nouay pa kole tèt
Pou dlo je syèl koule
Manzè lapli pa sa tonbe

Do koube tèt bese
Nan lakou bwapini
Reziyasyon fè lòm

Je klere dyòl pale
Nan lakou lavanyans
Liberasyon fè lòm

Chasè k pa tire plon gaye
Pa p manje jibye vant plen

Fò nou tout pran goumen
Se pou nou tout plante
Pou libète donnen
Kou koze anba dyòl
Lè veye mande kont
Pou leve kabicha

**Tanbou Libète (maryaj vwa)**

# Aba!

M di aba tout kandida
Aba tout kandida ala prezidans
M rele aba aba eleksyon
Ekri sou tout mi lavil la
Aba eleksyon fout!
Ekri ak lakrè sou tout mi gri
Ekri ak chabon sou
tout mi blanch
Aba tout kandida

Aba tout eleksyon
Pou nonmen depite
Ekri sou lanmè a ekri sou
mòn lan
Aba tout kandida ala prezidans
Yo tout vle vann peyi a
Ak Meriken pou plen pòch yo.

**Félix Morisseau-Leroy**

# Laurent Lamothe s'audite lui-même!

Par Marie Laurette Numa

Juste après le rapport de la Cour supérieure des comptes et du contentieux administratif (Csc/Ca) concernant la gestion de l'ancien Premier ministre Kaletèt de Martelly, Laurent Salvador Lamothe, pour les trois postes qu'il a occupés, cette administration a remis au pouvoir législatif trois rapports de la gestion du concerné en tant que Premier ministre, ministre des Affaires étrangères et ministre de la Planification.

La Cour s'est montrée clémente envers Lamothe puisqu'elle lui a donné de bonnes notes pour sa gestion au ministère des affaires étrangères et comme Premier ministre ; mais là où le bât blesse, c'est lorsque cette Cour signale la nécessité pour l'actuel candidat à la présidence de la Plateforme peyizan de justifier près de 4 milliards de gourdes, employées officiellement au relèvement après le passage de l'ouragan Sandy en 2012.

Lamothe a donné une conférence de presse le mardi 26 mai à la salle Thérèse de l'hôtel Le Plaza, pour en quelque sorte contester le rapport de la Cour supérieure des comptes et du contentieux administratif et se donner lui-même un audit à son administration tout en admettant que « Sur un budget de 28 milliards de gourdes, nous reconnaissons... que 0,025% ont fait l'objet d'une utilisation irrégulière », a-t-il déclaré. Ce qui ne l'a pas empêché de se considérer victime : « Ce rapport a une implication politique » et « nous disons que cette injustice ne passera pas »

Au cours de ce point de presse, Lamothe n'a pris aucune question des journalistes, son chef de cérémonie a pour sa part sollicité des questions écrites au journaliste que le candidat répondra au moment voulu ; mais pas à la conférence presse. Quelle arrogance de la part de ce bandit de grand chemin !

Par ailleurs, les conseillers de la Cour supérieure des comptes et du contentieux administratif sont menacés par certaines personnes qui semblent être dérangées par leur travail. Dans une note de presse, le président Fritz Robert St Paul, demande au pouvoir exécutif de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité des conseillers et des comptables vérificateurs et contrôleurs de la Cour ainsi que celle de leurs familles.

« Cette campagne d'intimidation n'affectera pas la détermination de la Cour à juger les comptes des comptables de deniers publics, à auditer la gestion des ex-ministres et Premiers ministres et à transmettre au Parlement les rapports de vérification de ces derniers selon le vœu de la Constitution » ajouta t-il.

Il nous faut également signaler que les hommes de Lamothe qui non seulement ont été présents pour l'appuyer au cours de sa conférence de presse, avaient aussi donné une conférence le vendredi 22 mai à Alvarez Resto Club afin de faire le point sur la candidature de l'ex-Premier ministre Laurent S. Lamothe à la présidence.

Cette conférence réalisée en présence de plus d'une centaine de personnes qui se sont déclarées partisans de Laurent Lamothe. Pour l'histoire c'est le pasteur Jean Dupoux, porte-parole de ladite plateforme qui présidait la conférence, il était assisté de Lynda Mouscardy Volmar, responsable des organisations de femmes de la plateforme Rapwoche/Peyizan et de Antonio Dorsainvil, coordonnateur de l'Élan démocratique pour la majorité (EDEM) –une organisation proche de ladite plateforme. Comme Martelly et Lamothe aiment les paysans ! Le premier avait le chapeau légal de *Repons Peyizan*, le second s'est coiffé du bonnet de *Rapwoche/Peyizan*.

Voici les déclarations cyniques du menteur arrogant Lamothe :

Frè ak sè'm yo,

Depi lè'm kite pòs Premye Minis la, mwen pa pran lapawòl. Men, kòm nou tout konnen, reyalizasyon mwen, sa mwen fè pou chanje kondisyon lavi pèp ayisyen an, pale pou mwen.

Jodia, mwen vin'n devan nou, mwen vin'n pale avèk nou. Jan nou tout konnen, nan tout seksyon kominal, nan tout abitasyon, nan tout komin, nan Dyaspora, nou tout tap tann, pou Laurent Lamothe anonse nou kandidati'l pou pòs prezidan, pou kontinye bon jan travay nou te komanse ansanm.

Ebyen, mwen pran desizyon sa paske mwen konnen mwen pa sèl nan batay la. Mwen gen fèm asirans ke Bondye nan syèl, pèp Aysyen kap chache chanjman e sitou jenn yo ap kanpe avè'm jiskobou.

Pandan 31 mwa mwen te pase alatèt Primati a, sousi pa nou sete jwenn solisyon pou rezoud pwoblèm mas pèp la, se te jwenn solisyon pou rezoud pwoblèm tout sektè nan peyi-a san eksepsyon.

Se vizyon sa-a: travay pou mete kanpe yon sosyete modèn, yon ekonomi kap vanse, kote Ayiti ap pran plas li nan peyi demokratik yo, se sa mwen te vle, se pou sa nou tap travay.

Travay la poko fini. Mwen vle kontinye travay la pou pèp Ayisyen an, pèp mwen renmen anpil la.

Wi pwojè sa-a, vizyon Ayiti modèn sa-a, kote esklizyon pa ladann, enjistis, divizyon pa ladann, koripsyon pa ladan'l, ensekrite pa ladan'l, gang pa ladan'l. Pwojè, vizyon nouvèl Ayiti sa-a, nou paka abandone'l fok nou goumen pou li, fok nou kore'l.

Chimen an difisil se vre, men nou paka bay legen !

Se pou nou rete mobilize pou yon lòt peyi. Mobilize pou kombat grangou ak lavichè.

Frè ak sè'm yo,

Kou Siperyè dè Kont fenk soti 3 rapò sou fason mwen tap jere lajan leta lèm tap dirije sèvis leta'a. Yon rapò sou Ministè Afè Etranjè, youn sou Ministè Planifikasyon ak yon lòt sou Primati. Gen 2 nan rapò sa yo ki pagen okenn pwoblèm. Men rapò sou Ministè Planifikasyon an gen ti problèm. Anketè yo di gen pwoblèm. Yo di manke dosye oubyen dosye yo pa konplè, yo pa ase.

Nou menm nou konteste tout sa yo di yo :

1- Nap fè sonje ke lajan ki te debloke aprè 3 siklòn te fini pase nan peyi-a nan lane 2012-2013 te ale jwenn ministè ki ka ede pèp la tout bon vre. Se pa mwen menm ki tap jere lajan sa yo dirèkteman. Kidonk, se ministè ki pi konsène pa dega sa yo kite jwenn pi fò nan kòb la, se yo ki pou bay rapò.

E nòmalman, kontrèman ak sa kap di, tout ministè sa yo te bay rapò. Nou sezi wè la Kou dè Kont di li pa jwenn rapò sa yo epi mete depans sa yo sou do'm.

Mwen pral montre nou tout rapò Kou dè Kont di li pa jwenn yo. Epi nou pral reflechi ak mwen kòman la Kou dè Kont fè pa jwenn yo:

Yo te rele program pou ede pèp la apre siklòn yo, Pwogram Post-Sandy:

Ebyen la Kou dè Kont mete yon premye iregilarite pou 3 milya 425 milyon goud.

Yo di yo pagen rapò ki soti nan Ministè Travo Piblik pou 2 milya goud ke yo te voye bay li;

Yo di yo pa jwenn rapò pou 1 milya 225 milyon goud ke yo te voye bay Ministè Agrikilti;

Yo di yo pa jwenn rapò pou 120 milyon goud yo te voye bay SMCRS;

Yo di yo pa jwenn rapò pou 75 milyon goud ki te ale nan Ministè Afè Soyal ak 50 milyon goud kite ale nan FAES;

Nap repete : Si yon kòb dekese pou yon ministè se responsablite ministè ki resevwa lajan an pou bay rapò. Sou pwen sa tout rapò yo disponib nan ministè kite resevwa lajan nan kad pwojè Post-Sandy yo. Nou gen la yon dokiman ki bay tout detay sou pwojè ki egzekite yo.

Pa egzanp, pou 2 milya goud Travo Piblik la rapò a transmèt nan Primati nan dat 27 janvye 2015.

Dezyèm egzanp: Pou montan 1 milya 225 milyon goud Agrikilti te resevwa nou tout te tande ansyen minis agrikilti (Thomas Jacques) nan radyo kote li te di li voye tout rapò san manke.

Twazyèm egzanp: Ansyen Diriktè SMCRS (Donald Paraison) te bay tout explikasyon nan radyo ak dat sou rapò li te voye pou 120 milyon goud nan planifikasyon.

Nou pa konprann pouki sa anketè Kou dè Kont yo pa jwenn rapò sa yo. Dayè gouvènman'm lan te prepare yon dokiman detaye ki disponib sou tout depans kite fèt nan pwogram Post-Sandy a.

2- Kontra Groupe TRAME : Yo di yo pa jwenn kopi 2 kontra ki te siyen ak GROUPE TRAME alòske men 2 kontra yo siyen, apwouve pa la Kou Siperyè dè Kont…. Men kontra yo, Men siyati Prezidan Kou Siperyè dè Kont lan.

Kontra TRAME
Kontra TRAME 2

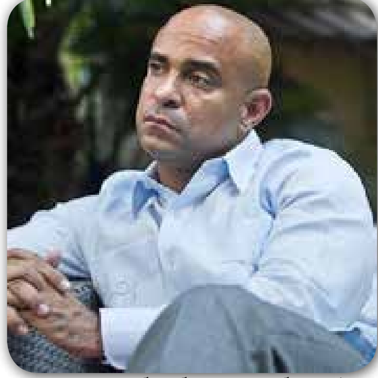
Nou paka konpran'n pouki sa anketè Kou dè Kont yo pa jwenn kopi kontra sa yo.

3- Fon Komino : Yo di yo pa jwenn rapò sou 1.4 milya goud Fon Komino yo. Alòs ke nou konnen chak ane nan bidjè Repiblik la gen 10 milyon goud ki disponib pou chak kominn.

Men kijan lajan sa te repati…

| | | | |
|---|---|---|---|
| BMPAD | 800 milyon | pou | 133 pwojè |
| CNE | 20 milyon | pou | 2 pwojè |
| MPCE | 140 milyon | pou | 25 pwojè |
| MTPTC | 380 milyon | pou | 59 pwojè |

Nou paka konpran'n pouki sa anketè Kou dè kont yo pa jwenn kopi rapò sa yo.



**Laurent Salvador Lamothe pris dans son propre piège : Ayiti se yon Etat kote tout moun nan leta gen dwèt long, li te vle di**

4- APOLLO MOTORS : Pou Apollo Motors yo pale de yon iregilarite de 33 milyon goud paske nou te kòmande 385 moto 250 cc epi yo livre nou moto 125cc. An bon responsab, nou te ekri founisè a pou'n di'l ke livrezon sa pa korèk paske se moto 250cc nou te kòmande. Ebyen Appollo Motors te rekonèt sa e li bay leta yon kredi de 16 milyon goud pou'l ka pran lòt moto nan men'l. Men kopi lèt la.

Kopi lèt kredi Apolo motòzAnketè yo gen lèt rekonesans dèt la. Nou paka konpran'n pouki sa yo mete'l nan rapò a kòm iregilarite. Sak pi rèd la yo pa menm retire montan pou kantite moto 125cc nou te resevwa.

5- Sibvansyon Primati : Yo di gen yon iregilarite de 649 mil 573.72 goud sou yon montan ke Ministè Planifikasyon te transfere bay Primati nan kad sipò pou fonksyònman. Nou konteste iregilarite sa paske yo di ke kontra sa yo te siyen pa lòt manb Kou dè Kont ki pa prezidan la Kou a. Sa se yon pwoblèm entènn Kou dè Kont ki pa ka tonbe sou do mwen kòm minis.

6- Pou UCAONG : Yo jwenn te gen yon chèk yon montan 1 milyon 586 mil 336.25 goud ki te depoze sou kont yon fonksyonè Ministè Plan nan kad yon pwojè kowoperasyon Espayòl. Lajan dekese a pati de yon kont ke mwen menm minis la òdonatè sou li. Pandan ke nan rapò a, yo rekonèt ke bagay sa paka sou rekonsabilite mwen nan konklizyon an yo mete'l kanmenn sou do'm.

7- Eglise Unie d'Haiti : Pwojè sa yo egzekite nan Grandans pou yon montan 10 milyon 917 mil 241 goud. Tout prèv yo la, tout pyès jistifikatif yo la. Pouki sa yo konsidere'l tankou yon iregilarite epi mete'l sou do'm?

8- Kabinè Avoka : Yo repwoche deske pagen kontra pou 9 milyon 997 mil 200 goud. Yo di pa gen rapò, pa gen 2% akont ki vle di tax pou sèvis kabinè avoka. Nou konteste'l paske avoka sa yo te ofri yon sèvis ponktyèl ki vle di yon sèvis pou yon ti bout tan ki pap dire. Kidonk nou peye yo sou bòdwo. Nan ka sa, kabinè a paka bay nou kontra.

9- IBI-DAA : Pou fini, gen yon iregilarite de 850 mil dola ameriken pou yon konpayi Kanadyen ki rele IBI-DAA ki te ede nou travay sou devlopman estratejik peyi Dayiti. Konpayi sa ap fonksyone nan peyi a depi lane 2003. Yon kontra 5 lane te siyen depi ane 2010 ak konpayi sa, ki vle di depi avan mwen te Minis Planifikasyon.

10- IMFESA : se yon konpayi ki lwe leta Ayisyen Elikoptè pou Prezidan peyi a. Yo di gen iregilarite 2 milyon dola meriken paske konpayi sa pa gen otorizasyon fonksyonman eke kontra li pa jwenn benediksyon CNMP. Daprè atik 3 kòd lwa 12 jen 2009 ki fikse règ jeneral pasasyon mache piblik, tout bagay ki konsène sekirite nasyonal paka nan koze mache piblik.

Elikoptè sa ki ap voyaje tout kote nan peyi a ak prezidan an fè pati de sekirite nasyonal. Kidonk, yo paka mete'l nan mache piblik.

Lè Kou dè Kont fin'n korije erè sa yo li fè nan rapò odit sou fason mwen tap jere lajan leta, erè ke li di li te fè paske li pat jwenn rapò yo ak kontra yo, kòm nou gen kontra yo oubyen nou gen enfòmasyon sou kote kontra yo ye, la Kou dè Kont kantite iregilarite yo ap diminye, lè sa ap rete apeprè 7 milyon goud ki se lajan ki depanse pou sibvansyone òganizasyon de baz.

Menm kan nou pa konprann kouman la Kou dè Kont fè pa jwenn rapò sa yo, nou rete kwè anketè yo pap chache fè nou mechanste. Lòt moun ke nou pa idantifye ka anpeche yo jwenn bon jan enfòmasyon pou yo konprann bon jan travay nou tap fè. Nan sans sa, nou swete ke bonjan koreksyon pral fèt prese prese pou verite blayi epi respekte dwa mwen.

Nap profite okazyon sa pou nou di pèp Ayisyen an ke menm si nou rete tèt frèt, bagay sa yo demontre aklè ke gen gwo konplo pou anpeche pèp la vote moun li vle. E sa se yon pwojè esklizyon ki pa gen anyen pou wè ak demokrasi.

Le combat pour une Haïti meilleure vaut la peine.

Kidonk… Mwen pral remèt Prezidan Sena a yon lèt ofisyèl ak enfòmasyon sou tout rapò ki manke yo yon fason pou Kou dè Kont korije erè li yo, epi retire tout komantè ki pa jistifye nan rapò a.

Ayiti se yon Etat de Dwa kote Tout moun gen Dwa ak Devwa!

VIV AYITI !!!

**Laurent Lamothe**

## Avis

**PAR CES MOTIFS,** le Tribunal sur les conclusions conformes du Ministère Public accueille la demande en divorce faite par le sieur Jumeau Janvier. Au fond admet le divorce sollicité et prononce la dissolution des liens Matrimoniaux existant entre les époux Juneau Janvier aux torts de l'épouse, dit que la dame Juneau Janvier née Belzi Claudemay reprendra désormais son nom de famille. Dit que copie du dispositif du présent jugement certifié conforme par le greffier du Tribunal de Première Instance des Cayes sera signifiée après que le jugement aura acquis l'autorité de la chose souverainement jugée à l'officier de l'Etat Civil de la Commune des Côteaux aux fins de sa transcription dans le délai de la loi sur le registre destiné à cet effet. Dit qu'un extrait du jugement sera publié dans l'un des journaux s'éditant à la capitale. Compense les dépens. Donnée de nous de Me Pierre Ezéchiel Vaval Doyen en présence de Me. Joubert Amazan Subst. Commissaire du Gouvernement, assisté de Pierre Casséus Greffier en audience du jeudi 5 Juin deux mille treize an 207e de l'indépendance. Il est ordonné à tous Huissiers sur ce requis de mettre le présent jugement à exécution, aux Officiers publics près les Tribunaux Civils d'y prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.

**Me. Pierre Casséus**
**Greffier en chef**
**Me. Pierre Richard Piard, Av.**

# Haïti-Népal : regards croisés sur la mondialisation !

Par Frédéric Thomas*

On aura à nouveau parlé d'Haïti, suite au récent séisme du Népal. Il est vrai que des correspondances existent entre les deux situations. La pauvreté, l'explosion urbanistique – centralisée et non-planifiée –, le manque de services sociaux de base, en général, et d'infrastructures de santé, en particulier, l'instabilité politique… autant de facteurs qui, plus que la magnitude du séisme, expliquent l'ampleur de la catastrophe du 12 janvier 2010 en Haïti comme celle du 25 avril dernier au Népal. À cela s'ajoute le voisinage encombrant de grandes puissances, qui pèsent lourd sur la souveraineté de ces deux pays…

Les Népalais, aujourd'hui, comme les Haïtiens, hier, ont été propulsés au-devant de la scène médiatique, mais comme figurants passifs, servant surtout à mettre en valeur les vrais acteurs : secouristes et acteurs humanitaires internationaux. Le scénario n'a guère changé et la division du travail reste la même : aux uns (au Sud), le rôle de victimes désespérées et impuissantes, aux autres (au Nord), celui de héros venus les sauver. De l'alarme médiatique à l'engorgement humanitaire, en passant par le manque de coordination, la marginalisation des acteurs locaux – aggravée par l'usage quasi-exclusif de l'anglais – et la confusion entre visibilité et action, l'aide d'urgence retrouve ses mêmes réflexes. Enfin, le débat suscité par le fiasco de l'envoi par la Belgique de l'équipe B-fast confirme que ce type d'intervention d'urgence répond d'abord aux impératifs nationaux – en termes d'opinion publique, de promotion diplomatique et de « réputation de la Belgique à l'extérieur » [1] – et, en conséquence, la difficulté à penser et à agir en fonction de ce dont les Népalais ont besoin et de ce qu'ils demandent.

Si la Croix-Rouge haïtienne a fait un appel aux dons pour venir en aide au Népal, le parallèle fait entre les deux pays a un arrière-goût amer. Haïti sert en effet de contre-exemple de tout ce qui a échoué, de tout ce qu'il ne faut pas faire ni refaire. Et de tout ce qu'il reste encore à faire, puisque le dernier Bulletin humanitaire de l'ONU, suite aux récentes pluies et aux 23 séismes enregistrés de janvier à mars 2015, « s'inquiète de plus en plus du degré de vulnérabilité des populations face aux désastres » [2].

Critique paradoxale puisqu'elle est le fait des principaux responsables de cet échec : la « communauté humanitaire internationale ». Tenant à distance la critique des principaux concernés – Haïtiens, en 2010 ; Népalais, en 2015 –, ce monologue autocritique des acteurs d'urgence fait la démonstration tout à la fois de leur responsabilité morale – par rapport aux limites, ratés et accidents de leurs actions – et de leur irresponsabilité politique – d'une part, par rapport aux causes structurelles et, d'autre part, par rapport à l'échec et aux attentes frustrées des personnes.

L'expression de la solidarité haïtienne envers le Népal est affectée par le fait que la seule connaissance directe du Népal qu'ont la plupart des Haïtiens est marquée d'un signe négatif. En effet, ce sont des casques bleus népalais, membres de la MINUSTAH (Mission des Nations unies de stabilisation en Haïti), qui ont involontairement introduit l'épidémie de choléra dans le pays en octobre 2010 [3] . Le Secrétaire général des Nations unies, Ban Ki Moon, a certes reconnu une « responsabilité morale » de l'ONU, et réaffirmé l'engagement de l'institution pour éradiquer l'épidémie, mais cela pour mieux esquiver la question du pardon et de l'indemnisation [4]. L'immunité de l'ONU vaut l'impunité de l'État haïtien, et les deux échangent les revendications du peuple haïtien contre l'irresponsabilité des pouvoirs.

Enfin, 2015 est une année électorale à Haïti. Or, ces élections, retardées, compromises, financées et portées à bout de bras par une communauté internationale – cherchant à insuffler un minimum de légitimité pour que se poursuivent les politiques économiques qu'elle promeut –, occupent les esprits, et occasionnellement les rues. Paradoxe d'élections nationales, sous tutelle internationale, dont le coût – comme le nombre de partis (plus d'une centaine pour les prochaines élections) – ne cesse d'augmenter, alors que la confiance des Haïtiens, elle, diminue. Face à de telles échéances – sans compter celles, plus immédiates, de se débrouiller pour manger et vivre –, le Népal peut sembler loin…





**De la catastrophe du 12 janvier 2010 à Haïti comme celle du 25 avril dernier au Népal. À cela s'ajoute le voisinage encombrant de grandes puissances, qui pèsent lourd sur la souveraineté de ces deux pays...**

Plus loin en tous les cas que la France, dont le président, François Hollande, en voyage officiel dans les Caraïbes, passe ce mardi 12 mai, pour la première fois, quelques heures en Haïti. Il a déjà annoncé, par rapport à la responsabilité de la France dans l'histoire de l'esclavage : « j'acquitterai la dette que nous avons ». Dette morale s'entend ; il n'est pas question de réparations financières. Certes, c'est un symbole important – plus encore au regard du néocolonialisme à peine voilé de Nicolas Sarkozy [5]. Mais il convient de s'interroger sur les contours et la fonction d'une responsabilité uniquement morale, qui tend à se multiplier : de Bill Clinton – par rapport aux importations de riz américain, qui ont ruiné les producteurs haïtiens [6] –, à l'ONU, en passant par le président français. Ne sert-elle pas à justifier la poursuite des mêmes stratégies, à occulter la responsabilité politique et à hypothéquer les chances de changements réels ?

Au hasard de l'actualité, la mondialisation acquière parfois des reliefs particuliers, faisant ainsi se croiser janvier 2010 et avril 2015, Haïtiens et Népalais. Peut-être faudra-t-il attendre pour qu'ils soient à nouveau réunis, derrière leurs télévisions, la Coupe du monde du football de 2022 au Qatar. François Hollande y était d'ailleurs récemment pour conclure la vente de 24 avions Rafale. Sa visite diplomatique et commerciale ne lui aura sûrement pas permis de rencontrer les quelques 400 000 Népalais qui travaillent sur place à la construction des stades de football. Ces travailleurs, sous le régime de la « kafala » (parrainage), dénoncé comme une forme d'esclavage moderne par nombre d'ONG et de syndicats, n'ont pu quitter le pays pour rentrer chez eux, aider leurs familles frappées par le séisme [7]. Peut-être, dans dix ans, la FIFA reconnaîtra-t-elle sa responsabilité morale…

Du Népal à Haïti, en passant par le Qatar, et en suivant les voyages du président français, de l'esclavage historique à l'esclavage moderne, la boucle de la mondialisation serait bouclée… s'il n'y avait aussi les luttes, l'écart constamment creusé avec l'image spectacle d'États faillis, de pays pauvres et de peuples impuissants, le ressort remonté d'autres histoires, qui cherchent moins à moraliser les rapports Nord-Sud qu'à changer la mondialisation.

**NOTES**

[1] La disparition de B-fast serait « en tous cas une grande perte pour la réputation de la Belgique à l'extérieur » affirmait Pierre Todorov, un des volontaires de B-fast, au Journal télévisé de la RTBF le lundi 11 mai 2015.

[2] OCHA, « Bulletin humanitaire. Haïti », n°49, mars 2015.

[3] Lire à ce sujet Françoise Bouchet Saulnier, « Choléra en Haïti : les Nations unies s'immunisent contre l'indemnisation des victimes », http://www.grotius.fr/cholera-en-haiti-les-nations-unies-simmunisent-contre-lindemnisation-des-victimes/ .

[4] Lire http://lenouvelliste.com/lenouvelliste/article/133352/Cholera-Ban-Ki-moon-reconnait-la-responsabilite-morale-de-l'Onu.

[5] On se souvient ainsi de son fameux discours de Dakar du 26 juillet 2007 : « Le drame de l'Afrique, c'est que l'homme africain n'est pas assez entré dans l'Histoire », http://www.jeuneafrique.com/Article/ART-JAWEB20121012123056/ .

[6] Lire Frédéric Thomas, Haïti : un modèle de développement anti-paysan, http://www.cetri.be/Haiti-un-modele-de-developpement.

[7] Lire Confédération syndicale internationale (CSI), Rapport spécial de la CSI - Le Qatar : un cas difficile à défendre, http://www.ituc-csi.org/rapport-special-de-la-csi-le-qatar ; et http://www.independent.co.uk/news/business/news/qatars-workers-cant-attend-family-funerals-in-nepal-10230805.html .

*Docteur en science politique, chargé d'étude au Centre tricontinental (Cetri, Louvain-la-Neuve)

**Mémoire des luttes**
**20 mai 2015**

# MINUSTAH: La Bolivie retire ses troupes

Par Yves Pierre-Louis

Le Ministre brésilien de la défense, Jacques Wagner a déclaré le jeudi 21 mai dernier, lors d'une audition devant le Sénat de son pays, que le Gouvernement brésilien va retirer toutes ses troupes engagées dans la MINUSTAH d'ici la fin de 2016. Il a indiqué que l'ONU a également décidé le retrait de toutes les troupes militaires présentes en Haïti. « L'année prochaine, la prévision est le retrait total des forces, non seulement du Brésil, mais aussi des autres pays de l'Organisation des Nations Unies », a-t-il fait savoir

Le Général José Charles De Nardi, le Chef de l'État-Major Conjoint des Forces Armées du Brésil, qui accompagnait le Ministre Wagner au Sénat, a fait savoir que la majorité des pays qui fournissent des troupes à la mission se retireront totalement cette année. Précisant qu'il y a actuellement 1,343 militaires brésiliens en Haïti et qu'en Juin 2015, le ministère de la Défense prévoit réduire ce nombre à 970 « En 2016 nous aurons 850 hommes et le Brésil sera l'unique force militaire présente à Port-au-Prince », a-t-il précisé.

Il faut noter que lors de la dernière réunion, le Conseil de Sécurité avait conclu que la situation de sécurité en Haïti était « stable » et avait recommandé seulement la permanence sans changements, de la composante policière (UNPOL) de la MINUSTAH, qui comprend 2,601 agents originaires d'une cinquantaine de pays. Rappelons que le Conseil de Sécurité de l'ONU avait renouvelé en octobre 2014 le mandat de la MINUSTAH jusqu'au 15 octobre 2015. L'ONU assure que la MINUSTAH restera jusqu'à ce que les résultats des élections soient consolidés et qu'un nouveau Président et un nouveau Parlement assurent la gouvernance démocratique d'Haïti. Le budget des forces d'occupation de l'ONU en Haïti est réduit à 386 million dollars US.


Un militaire bolivien de la Minustah jouant avec un petit garçon dans les localités de Cité Soleil

Le jour suivant, le Vendredi 22 mai, avant son départ de La Paz pour Port-au-Prince Reymi Ferreira, le Ministre bolivien de la Défense a déclaré que la décision de mettre fin définitivement à la participation de la Bolivie à la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en Haïti (MINUSTAH), fait partie d'un calendrier établi par les Nations Unies. « Comme la situation en Haïti est politiquement stable, maintenant il n'y a plus de nécessité d'y rester. C'est un calendrier de retrait progressif de toutes les forces militaires affectées »,a-t-il indiqué. Rappelant que depuis septembre 2006, l'armée bolivienne avait envoyé 205 soldats dans chacune des quinze missions en Haïti. On s'interroge toujours sur la présence des soldats boliviens au sein de ces forces d'occupation en Haïti. On sait que la Bolivie est un pays qui lutte contre les forces impérialistes ; pourtant en Haïti, elle appuie l'impérialisme contre le peuple haïtien. Quelle contradiction!

La cérémonie d'adieu à la mission de la Bolivie, a lieu ce mardi 26 mai, à Tiahuanaco, nom d'une ancienne civilisation andine, à la base navale de Port-au-Prince, où étaient basés les soldats boliviens, en présence des autorités des Nations Unies et du Gouvernement d'Haïti. Dans cette perspective, des organisations populaires et progressistes d'Haïti continuent la mobilisation pour le retrait définitif des troupes étrangères sur le territoire national pour que la terre de Jean Jacques Dessalines recouvre sa pleine et entière souveraineté et son droit à l'autodétermination.

# Les élections annoncées riment-t-elles avec l'insécurité ?

## Assassinat d'Emmanuel Goutier

Des actes d'insécurité ont fait la une de l'actualité la semaine dernière. Est-ce l'approche des élections qui a engendré cette augmentation de l'insécurité ? Ainsi, dans la soirée du mercredi 20 mai 2015, le directeur adjoint du Ministère de l'intérieur et des collectivités territoriales, Emmanuel Goutier, également professeur à l'Université Notre-Dame d'Haïti, a été abattu par plusieurs projectiles dans la zone de Delmas 65, par des bandits armés, que la police nationale n'a pas encore identifiés.

Dans la même foulée, rappelons que le lundi 4 mai 2015, l'homme d'affaires Joël Romuald Alcindor a été abattu au carrefour Gérald Bataille. Bien sûr l'enquête se poursuivra…


Emmanuel Goutier

# 70 candidats inscrits pour les élections/sélections !

Par Isabelle L. Papillon

Qui aurait cru un jour qu'Haïti connaîtrait une telle situation de honte internationale. ? N'est-ce pas pour la première fois qu'un pays dans l'histoire politique de l'humanité est arrivé à avoir 70 citoyens inscrits pour être candidats à la présidence ? C'est durant la période du 11 au 20 mai, que ces candidats ont fait le dépôt de leur candidature au Bureau Electoral Départemental (BED) du Conseil Electoral Provisoire (CEP). Les deux derniers jours, le mardi 19 et mercredi 20 mai dernier, les candidats défilaient par dizaines sur la route de Frères pour se faire inscrire.

Au nombre des candidats inscrits figurent plusieurs ordonnateurs de deniers publics qui devraient obtenir décharge de leurs responsabilités avant de faire le dépôt de leur candidature. On peut citer entre autres : l'ex-Premier ministre, Laurent Salvador Lamothe ; l'ex-ministre de l'Intérieur, Thierry Mayard-Paul, l'ex-ministre des Affaires Etrangères, Dully Brutus, l'ex-ministre des Affaires Sociales, Joséfa Gauthier.

Il faut rappeler, également que plusieurs anciens ministres du gouvernement Préval-Bellerive, candidats au Sénat pour la prochaine législative ont été rejetés par faute de décharge. On peut citer à titre d'exemple, l'ex-ministre de la justice, Paul Denis ; l'ex-ministre des Affaires Sociales, Gérald Germain ; l'ex-ministre de l'Agriculture, Gérald Mathurin. Les conseillers électoraux ont fait savoir qu'aucune considération n'a été prise en compte concernant la question de décharge. La reddition des comptes est au centre du processus électoral qui provoque des inquiétudes aux yeux de bon nombre de citoyens.

Signalons que le CEP vient de repêcher pour les législatives 294 candidats au Senat et 47 à la députation.

Pour l'histoire, voici la liste de tous les candidats inscrits pour succéder à Michel Martelly. Il s'agit de :

Alexandre Jean Bony - (M) - 25/04/1970 - Concorde Nationale
André Amos - (M) - 30/03/1957 - Front Uni Pour La Renaissance D'Haïti
André Michel - (M) - 13/05/1976 - Plateforme Jistis
Andrésol Mario - (M) - 20/07/1960 - Independant – 138
Baker Charles Henri Jn Marie - (M) - 03/06/1955 - Respè
Bazin Renold Jean Claude - (M) - 15/11/1952 - Mouvement Chrétien Pour Une Nouvelle Haïti
Benoit Irvenson Steven - (M) - 21/04/1965 - Konviksyon
Bertin Jean - (M) - 19/02/1950 - Mouvement D'Union Républicaine
Bissereth Joseph Roussel - (M) - 17/09/1971 – Konbit Sitwayen
Bitol Odule - (M) - 23/07/1974 - Parti National De La Justice Pour Tous
Bretous Joseph Harry - (M) - 24/08/1957 - Konbit Pou Ayiti
Brunet Emmanuel Joseph Georges - (M) - 23/04/1952 - Plateforme Politique Entre nou
Brutus Michel Fred - (M) - 10/01/1953 - Parti Fédéraliste
Ceant Jean Henry - (M) - 09/09/1956 – Renmen Ayiti
Celestin Jude - (M) - 19/06/1962 - Ligue Alternative Pour Le Progrès Et L'Émancipation Haïtienne
Charles Jean Herve - (M) - 27/02/1946 - Parti Pour L'Évolution Nationale Haïtienne
Chawly Steeve - (M) - 31/07/1974 - Réseau Bouclier National
Cornely Jean Ronald - (M) - 21/02/1951 - Rassemblement Des Patriotes Haïtiens
Dalmacy Kesler - (M) - 23/10/1950 - Mopanou
Daniel Yves - (M) - 04/04/1961 - Pati Kreyol Nou ye
Day Louis Gonzague Edner - (M) - 21/06/1966 - Plateforme Ayisyen K ap Travay Pou Rekonstwi Ayiti Inifie l AkLibere l
Delaleu Paul Edouard Eddy - (M) - 07/08/1952 - Force Démocratique Haïtien Intégré
Désir Luckner - (M) - 04/02/1967 - Mobilisation Pour Le Progrès D'Haïti
Desras Simon Dieuseul - (M) - 18/12/1967 - Plateforme Politique Palmis
Drouillard Marc-Arthur - (M) - 11/02/1972 - Parti Unité Nationale
Duchene Willy - (M) - 23/01/1960 - Parti Républicain Haïtien
Dupiton Daniel - (M) - 25/03/1958 - Cohésion Nationale Des Partis Politiques Haïtiens
Durandisse Joseph G. Varnel - (M) - 23/10/1957 – Retabli Ayiti
Duroseau Vilaire Cluny - (M) - 16/06/1965 - Mouvman Pou Endepandans Kiltirel Sosyal Ekonomik Ak Politik An Ayiti
Etienne Sauveur Pierre - (M) - 05/09/1959 - Oganizasyon Pèp Kap Lite
Felix Jhonny - (M) - 19/03/1978 - Travay Président
Flecourt Nelson - (M) - 05/05/1958 – Olahh Baton Jenes La
Fleurant Aviol - (M) - 05/04/1972 - Nouvelle Haïti
François Level - (M) - 21/08/1960 - Parti De La Diaspora Haïtienne Pour Haïti
Gauthier Marie Josefa - (F) - 09/08/1958 - Alliance Démocratique Pour La Réconciliation Nationale
Gautier Marie Antoinette - (F) - 08/03/1955 - Plan D'Action Citoyenne
Gérard Dalvius - (M) - 02/02/1949 - Parti Alternative Pour Le Développement D'Haïti
Gilles Wilkens Colbert - (M) - 31/07/1957 - Plateforme Politique 3ème Voie
Jean Baptiste Eric - (M) - 13/08/1970 - Mouvement Action Socialiste
Jeune Jean-Chavannes - (M) - 28/12/1953 - Canaan
Jn Baptiste Chavannes - (M) - 17/02/1947 – Konbit Travayè Peyizan Pou Libere Ayiti
Joseph Antoine - (M) - 15/03/1954 - Delivrans
Joseph Maxo - (M) - 19/01/1977 - Rassemblement Des Nationaux Démocrates Volontaires Pour L'Unite Salvatrice
Julien René - (M) - 21/10/1953 - Action Démocratique Pour Bâtir Haïti
Lamothe Laurent Salvador - (M) - 14/08/1972 – Platfòm Peyizan
Larosiliere Fresnel - (M) - 12/11/1948 - Mouvement Pour L'Instauration De La Démocratie En Haïti
Legros Jacques Alexandre - (M) - 08/01/1967 - Action Pour Le Développement National
Lucien Jephthé - (M) - 15/04/1964 - Parti Socialiste Unifié Haïtien
Lumarque Jacky - (M) - 27/03/1953 - Verité
Madistin Samuel - (M) - 16/04/1963 - Mouvement Patriotique Populaire Dessalinien
Magloire Roland - (M) - 08/03/1936 - Parti Démocrate Institutionnaliste
Mathurin Jean Paleme - (M) - 17/02/1966 - Plateforme Politique G18
Mayard-Paul Thierry - (M) - 09/01/1958 - Union Nationale Des Democrates Haitiens
Moise Jean-Charles - (M) - 20/04/1967 – Platfòm Pitit Dessalines
Moise Jovenel - (M) - 26/06/1968 - Parti Haïtien TetKale
Monestime Diony - (M) - 19/12/1974 - Independant – 137
Narcisse Maryse - (F) - 11/10/1958 – Fanmi Lavalas
Pierre Mathias - (M) - 03/04/1967 – Konsyans Patriyotik
Poincy Jean - (M) - 28/10/1960 - Régénération Économique Et Sociale Dans L'Unité Et La Liberté Totale D'Action Pour Tous
Polycarpe Westner - (M) - 15/12/1954 – Mouvman Revolisyonè Ayisyen
Renois Jean Clarens - (M) - 23/02/1961 - Union Nationale Pour L'Intégrité et La Réconciliation
Rousseau Yves - (M) - 02/10/1945 - Parti Social Rénové
Roy Joe Marie Judie C. - (F) - 24/04/1964 - Regroupement Patriotique Pour Le Renouveau National
Saint Lot Danielle - (F) - 30/06/1958 - Defile Pati Politik Fanm Ak Fanmi
Sampeur Jacques - (M) - 24/07/1945 - KonbitLiberasyonEkonomik
Sanon Jean Chevalier - (M) - 03/08/1957 - Parti Nationaliste Chrétien D'Haïti
St Juste Newton Louis - (M) - 21/02/1976 – Fwon Revolisyonè Pou Entegrasyon Mas Yo
Supplice Beauzile Edmonde - (F) - 14/10/1961 - Parti Fusion Des Sociaux-Démocrates Haïtiens
Werleigh Jacques Emmanuel Georges - (M) - 14/01/1944 - Mouvement National Pour La Prospérité D'Haïti
Edwin J.R.M Daniel - (M) - 21/07/1969 – Konbit Nasyonal

Tout de suite après la fin du dépôt des candidatures immédiatement s'est ouverte la période de contestation et 23 contestations ont été reçues par les responsables du BED. Le président du BED de l'Ouest1, Wally Désence avait fait savoir dès ce lundi 25 mai. Effectivement Depuis ce Lundi les plaidoiries ont débuté au Bureau Électoral Départemental (BED) de l'Ouest 1. On a commencé par traiter les dossiers de contestation des candidats à la présidence. Selon le calendrier électoral, le CEP aura jusqu'au 30 mai pour publier la liste des candidats agrées à la présidentielle de 2015.

Des 70 candidats inscrits à la présidence, 23 ont reçu un total de 41 cas de contestations. Le candidat de la Plateforme Vérité de René Préval, Jacky Lumarque détient le plus grand nombre de contestation, soit 5. D'après les contestataires de Lumarque, ce dernier aurait fait partie d'une commission présidentielle sous l'administration de René Préval. Le second est l'ancien Premier ministre de Martelly Laurent Salvador Lamothe avec 4. Avec 2 cas, vient le candidat de de Fanmi Lavalas Maryse Narcisse, on lui reproche de ne pas avoir de décharge pour le poste de directrice générale du MSPP qu'elle a occupé pour la période allant de novembre 1995 à Juillet 1996. De plus, de ne pas avoir l'autorisation du représentant national du Parti. Samedi dernier, l'ex-député Bélizaire et candidat au Senat a adressé une lettre au Conseil Électoral Provisoire, pour contester la candidature de son ami Thierry Mayard Paul. Dans sa lettre, il écrit « [...] par la présente conteste la candidature à la présidence de la République pour les prochaines élections de Monsieur Thierry Mayard Paul pour les motifs suivants : - Absence de décharge de sa gestion- Absence de déclaration de patrimoine »

Voici donc la liste définitive des 23 candidats contestés :

Alexandre Jean Bony (M) (CONCORDE NATIONALE)
• André Michel (M) (PLATEFORME JISTIS)
• Andresol Mario (M) (INDEPENDANT - 138)
• Bennett Anthony (M) (REPONS KLAS MWAYENN NAN)
• Brutus Pierre Duly (M) (CONSORTIUM NATIONAL DES PARTIS POLITIQUES HAITENS)
• Ceant Jean Henry (M) (RENMEN AYITI)
• Celestin Jude (M) (LIGUE ALTERNATIVE POUR LE PROGRES ET L'EMANCIPATION HAITIENNE)
• Dalmacy Kesler (M) (MOPANOU)
• Day Louis Gonzague Edner (M) (PLATEFORME AYISYEN KAP TRAVAY POU REKONSTWI AYITI INIFIE L AK LIBERE L)
• Desras Simon Dieuseul (M) (PLATEFORME POLITIQUE PALMIS)
• Etienne Sauveur Pierre (M) (OGANIZASYON PEP KAP LITE)
• François Level (M) (PARTI DE LA DIASPORA HAITIENNE POUR HAITI)
• Gauthier Marie Josefa (F) (ALLIANCE DEMOCRATIQUE POUR LA RECONCILIATION NATIONALE)
• Gautier Marie Antoinette (F) (PLAN D'ACTION CITOYENNE)
• Joseph Antoine (M) (DELIVRANS)
• Lamothe Laurent Salvador (M) (PLATFÒM PEYIZAN)
• Lumarque Jacky (M) (VERITE)
• Mayard-Paul Thierry (M) (UNION NATIONALE DES DEMOCRATES HAITIENS)
• Moise Jovenel (M) (PARTI HAITIEN TET KALE)
• Moise Jean-Charles (M) (PLATFÒM PITIT DESSALINES)
• Narcisse Maryse (F) (FANMI LAVALAS)
• Saint Lot Danielle (F) (DEFILE PATI POLITIK FANM AK FANMI)
• Zenny Edwin J.R.M. Daniel (M) (KONBIT NASYONAL)

# 70 Candidates Register for 2015 Haitian Presidential Race





**Moïse Jean-Charles of the Dessalines Children Platform, Maryse Narcisse of the Lavalas Family, and Jacky Lumarque of Verité are among the 23 presidential aspirants who awaiting a CEP verdict on challenges to their candidacy**

by Kim Ives

From May 11-20, 70 presidential candidates registered with the Departmental Electoral Offices (BED) of the Provisional Electoral Council (CEP). During the final two days, dozens of would-be candidates, some accompanied by crowds, paraded down the capital's Frères Road to throw their hat in the ring.

Among those registering were several former office holders who, before becoming a candidate, must be "discharged," that is cleared of any financial or administrative irregularities by the Court of Audits and the Parliament, of which only 10 Senators remain in office. Among these officials-turned-candidates were former Prime Minister Laurent Lamothe, former Interior Minister Thierry Mayard-Paul, former Foreign Minister Duly Brutus, and former Social Affairs Minister Joséfa Gauthier.

During the registration period for Parliamentary candidates from Apr. 6-19, several ministers of President René Préval's government were rejected as Senate candidates because they had not been discharged, such as former Justice Minister Paul Denis, former Social Affairs Minister Gérald Germain, and former Agriculture Minister Gérald Mathurin. CEP members have indicated that they will not compromise on the need for a discharge and accountability.

Immediately after the presidential registration period, there followed three days – May 21-23 – during which candidates could be contested. BED officials immediately received objections against 23 candidates. Wally Désence, the West BED president, reported that on May 25, election officials began reviewing the contested presidential candidates with special courts which were already convened. On May 30, the CEP should publish the final list of approved candidates for the 2015 presidential election, whose first round is scheduled for Oct. 25.

Meanwhile, registration for candidates for the Territorial Collectivities (local authorities) has been extended beyond the May 24 deadline because not enough people had registered at the Communal Electoral Offices (BEC).

On May 20, Emmanuel Gouthier, a professor at the University of Notre Dame and Vice Director of the Interior Ministry was shot seven times in his car and killed on Delmas 65. He was tasked with investigating election candidates. Police are investigating, but no arrests have been made.

Meanwhile, on May 21, the leading U.S. State Department adviser on Haiti, Thomas Adams, publicly suggested changing the staggered electoral schedule of August, October, and December, and with financing still elusive, growing numbers of people are questioning whether free, fair, and sovereign elections can be held under the regime of President Michel Martelly and Prime Minister Evans Paul and a foreign military occupation by the United Nations Mission to Stabilize Haiti (MINUSTAH).

On May 18, Haitian Flag Day, hundreds marched through Port-au-Prince to call for MINUSTAH's departure, the resignations of Martelly and Paul, and the formation of a provisional government before elections are held.

The 23 contested presidential candidates (with their affiliation) are:
Jean Bony Alexandre (Concorde Nationale)
Michel André (Plateforme Jistis)
Mario Andrésol (Independent - 138)
Anthony Bennett (Repons Klas Mwayenn Nan)
Pierre Duly Brutus (Consortium National des Partis Politiques Haïtiens)
Jean Henry Céant (Renmen Ayiti)
Jude Céléstin (Ligue Alternative pour le Progrès et l'Emancipation Haïtienne)
Kesler Dalmacy (Mopanou)
Louis Gonzague Edner Day (Plateforme Ayisyen Kap Travay Pou Rekontwi Ayiti Inifiel Ak Libere l)
Simon Dieuseul Desras (Plateforme Politique Palmis)
Sauveur Pierre Etienne (Oganizasyon Pep Kap Lite)
Level François (Parti de la Diaspora Haïtienne pour Haïti)
Marie Josefa Gauthier (Alliance Démocratique pour la Reconciliation Nationale)
Marie Antoinette Gautier (Plan d'Action Citoyenne)
Moïse Jean-Charles (Platfòm Pitit Dessalines)
Antoine Joseph(Delivrans)
Laurent Salvador Lamothe (Platfòm Peyizan)
Jacky Lumarque (Verité)
Thierry Mayard-Paul (Union Nationale des Democrates Haïtiens)
Jovenel Moïse (Parti Haïtien Tèt Kale)
Maryse Narcisse (Fanmi Lavalas)
Danielle Saint Lot (Defile Pati Politik Fanm Ak Fanmi)
Edwin J.R.M. Daniel Zenny (Konbit Nasyonal)

# U.S. Wants Haiti to Change Electoral Calendar

by The Sentinel

Less than three months before the first ballot is cast for elections more than four years overdue, the U.S. State Department said it judged the time "opportune" to change the electoral calendar.

The comments were made by Haiti Special Adviser Thomas Adams on May 21 and were unexpected, given that the Provisional Electoral Council (CEP) had not announced that it was considering any modifications. On the contrary, the CEP had seven days earlier reiterated its intention to maintain the current electoral calendar which foresees staggered municipal, parliamentary, and presidential elections on Aug. 9, Oct. 25, and Dec. 27, 2015.

According to AlterPresse, Adams was speaking to a group of Haitian journalists in Washington, including Kendi Zidor of Radio Solidarity, when he made the statement. He mentioned the concerns of several sectors who believe Haiti does not have the financial means to organize three rounds of elections.

A figure of $30 million was reported to be given by the special adviser as to the savings in eliminating one of the election dates. The U.S. announced a $15 to $50 million contribution to the holding of elections that are estimated to cost $60 million in Haiti.

Nonetheless, Adams said he believes elections will be held in Haiti in 2015, and it is up to the Haitian people to ultimately decide on any modifications to the calendar.




**U.S. State Department Special Adviser on Haiti Thomas Adams said on May 21 that a change in Haiti's electoral calendar would be "opportune."**

After years of steadfast support from the Obama administration for a Haitian government that had made no real steps towards organizing elections in Haiti, a significant swath of the population is concerned that President Michel Martelly and a faction of diplomats calling themselves the "Core Group" (representing the U.S., France, Canada, European Union, Spain, Brazil, and the Organization of American States) would prefer a "transition" as opposed to an election.

One of the top presumptive candidates for the presidency, former Senator Moïse Jean-Charles, has been using the U.S. push for a "transition" as a rallying cry for public vigilance against the further degradation of democracy in Haiti, as well as peace and stability in the region.

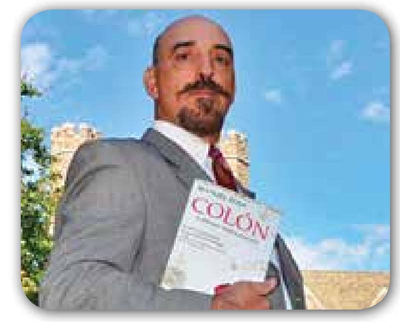
## Historian Challenges Official Story:

# Christopher Columbus Never Crashed Off Haiti's Coast

by Kim Ives

Christopher Columbus, the first European explorer to land on the island the indigenous Arawak people called Ayiti, claimed in his diaries that his flagship, the *Santa Maria*, hit a reef off the coast near what is now the town of Caracol on Christmas eve 1492. He then supposedly used the ship's wreckage to build a fort called the "Navidad," no trace of which has ever been found despite many attempts.

This official story is all a lie, asserts award-winning Portuguese-American historian Manuel Rosa, who has spent the past 24 years researching the life of Columbus and his historic voyage.




**Historian Manuel Rosa will be in Haiti on Jun. 9 to investigate his theory that Columbus beached the Santa Maria at Caracol**



**Christopher Columbus was not Italian but most likely the son of a Polish king and a Portuguese noblewoman, according to Manuel Rosa**

In fact, Columbus beached the *Santa Maria* on the shore at Caracol and possibly built a moat around it, turning the ship itself into the Navidad, Mr. Rosa says. When Columbus left Ayiti (which he renamed Hispaniola) to return to Spain with the *Nina* and the *Pinta*, he purposely fired a cannon ball through the *Santa Maria*'s hull to make it impossible for the 39 men he left behind to flee the island. Three of them were envoys of the Spanish royal court who could have revealed the truth.

On June 9 and 10, Mr. Rosa will visit Caracol with a television crew from the Travel Channel's show "*Expedition Unknown*" to search for evidence of his theory, which he has presented in two books: "*The Columbus Mystery Revealed*" (2006) and "*Columbus: The Untold Story*" (2009). The books have been published to great acclaim in Spanish, Portuguese, Polish, and Lithuanian. (Mr. Rosa is currently looking for a publisher for the English version of the latter book, for which he has a finished manuscript.)

Mr. Rosa is asking any Haitians around Caracol who may have found any artifacts – pieces of metal, for example – that might be from the Santa Maria to meet with him and the Travel Channel team in Haiti. Mr. Rosa and the TV crew will retrace Columbus' voyage from Cap Haïtien to Caracol, exposing what he contends are many lies and misunderstandings.

Based on his reading and re-reading of many original historical documents and letters, Mr. Rosa argues that Christopher Columbus was not born to an Italian middle-class wool weaver from Genoa, as most historians claim, but was rather the son of a Portuguese noblewoman and Vladislav III, the former king of Poland, who disappeared from a battle with the Turks in 1444 and lived incognito on the Portuguese island of Madeira.

"Columbus' real name is not known, and the name he went by – Cristo Ferens Colon, meaning 'Christ Going Member' – was really just a code, but everybody who was anybody knew he was royalty, or at least a nobleman, especially in the Spanish court," Mr. Rosa told *Haïti Liberté*. "Based on my extensive research, I believe he was anti-Vatican – Christian but not Catholic – and a secret agent for the Portuguese king [Joao II]. He gave incomplete and false information to Queen Isabella, with whom he had a contract as equals, but gave the full story to the Portuguese king, because that's who he was working for."

Last June, marine archeologist Barry Clifford announced that his team had finally found the wreckage of the Santa Maria off Haiti's coast. Mr. Rosa challenged the claim, and follow-up investigations seem to have proved him right. Various artifacts from the offshore wreck postdate 1492.

A great deal of what we think we know about Christopher Columbus and his voyages is wrong, says the multilingual Mr. Rosa, who has made it his life's work to set the record straight.

"This was a tremendous historical conspiracy which was orchestrated very well within the royal courts and endured until this day," Mr. Rosa said. "Only now are we starting to unravel the lies and discover the truth."

To get in touch with Manuel Rosa, he can be reached by email at mr@1492.us.com.


es Mères 2015

# Damnés de la mer, damnés du capitalisme : Réflexion sur le phénomène Lampedusa !

Par Ndongo Samba Sylla

*Le problème de la « mondialisation » actuelle est que, autant elle favorise la libre circulation des biens et des capitaux, autant elle pénalise lourdement la libre circulation de la main-d'œuvre des pays pauvres. Ce dont les dirigeants européens ne se rendent pas compte, c'est à quel point ces flux sont marginaux eu égard à l'ampleur qu'ils pourraient avoir.*

En avril 2015, la Méditerranée a englouti près d'un millier de migrants qui tentaient de rejoindre désespérément l'Europe. L'Organisation internationale pour les migrations a parlé à juste titre de « mois le plus cruel en Méditerranée ». Malheureusement, ce spectacle macabre dure depuis plus de vingt ans. Selon l'ONG United, l'aventure méditerranéenne a occasionné plus de 20 000 morts entre 1993 et 2014. Selon certaines sources, ce chiffre pourrait avoir été sous-estimé de 50%.

Bien que ces horribles événements aient commencé à être couverts par les médias dominants, il faut déplorer l'absence de réflexion véritable sur la racine du « phénomène Lampedusa », c'est à dire le pari économique suicidaire via la Méditerranée. En vérité, ce phénomène est illustratif du caractère non-soutenable du système capitaliste. Raison pour laquelle il est appelé à prendre de l'ampleur en l'absence de mesures radicales.

Dans son livre « The haves and the have-nots », l'un des meilleurs livres écrits sur la question des inégalités, l'économiste Branko Milanovic met en relief deux caractéristiques majeures du système-monde capitaliste. La première est qu'il a conduit à une polarisation sans précédent qui se traduit par une extrême concentration des revenus et des patrimoines à l'échelle globale et par un accroissement des écarts de niveau de vie entre les pays du centre et les pays de la périphérie.

En 1820, le revenu moyen de la Grande-Bretagne et des Pays Bas, les deux pays les plus riches à l'époque, était trois fois supérieur à celui de la Chine et de l'Inde, les deux pays parmi les plus pauvres à l'époque. De nos jours, le revenu moyen du pays le plus riche est 100 fois supérieur à celui du pays le plus pauvre. Malgré la croissance économique spectaculaire de la Chine, le fait est que l'écart de revenu moyen avec le Royaume-Uni s'est aggravé entretemps : le revenu moyen d'un britannique est actuellement six fois supérieur à celui d'un chinois. Or, la mauvaise nouvelle est que le « rattrapage » économique reste une illusion. Pour maintenir constants les écarts absolus de niveau de vie vis-à-vis des Etats-Unis, l'Inde a besoin d'un taux de croissance de son Pib par habitant de 17% et la Chine de 8,6%, dans l'hypothèse où le Pib par habitant des Etats-Unis croît de 1%.

La seconde caractéristique majeure est que les pays du centre, les pays riches, sont devenus des « aristocraties » de fait. Personne ne choisit ses parents ni son lieu de naissance. Pourtant, à l'échelle globale, ces deux facteurs « arbitraires » expliquent 80% des inégalités de revenus entre les citoyens du monde. A l'échelle du système-monde capitaliste, il existe donc une prime de classe et une prime résidentielle. Ceux qui sont nés de parents éduqués/riches et dans les pays riches bénéficient à la naissance d'un gros bonus de départ. Nous ne naissons donc pas égaux, malgré les nombreuses proclamations contraires.

Or, si la prime résidentielle a pu être opérante jusque-là, c'est parce que les pays riches ont réussi à mettre en place des barrières extraordinaires qui ont pu dissuader l'émigration des citoyens des pays pauvres. En effet, avec les taux d'émigration actuellement observables, il faudrait deux siècles pour relocaliser dans les pays riches 10% de la population globale des pauvres. Sans ces politiques migratoires restrictives, on aurait du mal à comprendre pourquoi un chauffeur de bus en Suède devrait gagner un salaire horaire 50 fois supérieur, au taux de change en vigueur, à celui de son homologue indien (exemple donné par Ha-Joon Chang dans son « 23 things they don't tell you about capitalism »). De telles inégalités ne peuvent persister que dans un monde où la main d'œuvre ne circule pas librement. Et c'est là le problème de la « mondialisation » actuelle : autant elle favorise la libre circulation des biens et des capitaux, autant elle pénalise lourdement la libre circulation de la main-d'œuvre des pays pauvres.



**Les vrais coupables de ce génocide qui ne dit pas son nom sont ceux qui sont à l'origine de la misère sociale globale et qui la nourrissent quotidiennement à travers leurs décisions et leurs politiques**



**Si les pays pauvres ne se développent pas, il va falloir que leurs citoyens se déplacent massivement vers les pays riches**

Partant de ces éléments, Branko Milanovic parle d'un « trilemme de la mondialisation », un terme que Dani Rodrik avait utilisé dans un autre contexte. De son point de vue, la mondialisation capitaliste (i) ne peut se poursuivre avec le maintien de différences énormes et croissantes de revenus moyens entre les pays riches et les pays pauvres (ii) et une mobilité limitée de la main-d'œuvre (iii). Seuls deux de ces trois éléments peuvent être maintenus ensemble, mais pas les trois ensemble. « Si les écarts énormes de revenus entre les pays persistent et si les pays riches limitent ou empêchent en même temps l'immigration, la mondialisation devra être tenue en laisse. L'interdépendance de ces trois principaux développements récents n'est pas suffisamment prise en compte. Les options sont cependant relativement simples et non équivoques : si l'intégration toujours plus étroite des économies et des peuples doit se poursuivre, soit les revenus des personnes pauvres doivent être augmentés dans les pays où elles vivent actuellement, soit elles viendront, en nombre toujours plus grand, dans le monde riche. »

Dans le contexte actuel, si les pays pauvres ne se développent pas, il va falloir que leurs citoyens se déplacent massivement vers les pays riches. Mais comme le système capitaliste ne permet pas aux pays pauvres de rattraper les pays riches, et comme la « mondialisation » a eu pour effet jusque-là de renforcer les inégalités de revenus moyens entre les pays riches et les pauvres, il s'ensuit que l'émigration des travailleurs des pays pauvres vers les pays riches devient la seule « option » vraiment réaliste. Et cela d'autant plus que beaucoup de pays pauvres ont dépassé leur « population optimale ». Dans plusieurs pays africains, seule l'émigration peut empêcher une baisse permanente des revenus moyens du travail.

Ces réalités élémentaires les dirigeants européens ne les ont toujours pas comprises, eux qui croient toujours pouvoir juguler les flux migratoires en provenance des pays pauvres par des mesures répressives et par l'aide au développement. Ce dont ils ne se rendent pas compte, c'est à quel point ces flux sont marginaux eu égard à l'ampleur qu'ils pourraient avoir. Si les dirigeants européens veulent maintenir leurs politiques migratoires restrictives, ils doivent, s'ils sont conséquents, accepter de sortir de la logique capitaliste. Un suicide qu'il est cependant vain d'attendre de leur part.

A ces facteurs structurels s'ajoutent deux éléments aggravants. Le premier est la diplomatie désastreuse de l'Europe au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et au Mali. Les guerres impérialistes en Libye et en Syrie ont déstabilisé la région, démantelant au passage les mécanismes existants de gestion des flux migratoires vers l'Europe. En éliminant Kadhafi, l'Europe s'est passée d'un de ses principaux alliés sur cette question. Les exactions contre les migrants dans les prisons libyennes du temps de Kadhafi ont été amplement documentées par les organisations de défense des droits de l'homme.

Le second facteur aggravant est constitué par la mise en œuvre des options néolibérales recommandées par l'Europe, les Etats-Unis et les institutions financières internationales. Le capital, comme dit le philosophe politique Michael Walzer, est la « forme première de l'immigration illégale ». Dans les pays pauvres, le capital international n'a plus de limites, a franchi toutes les frontières et démantelé toutes les barrières. En monopolisant et en concentrant de plus en plus l'essentiel des ressources et opportunités économiques, le capital international est en train de fabriquer une classe globale de surnuméraires à qui est refusé les conditions d'une vie digne. Au Sénégal, beaucoup de candidats à l'aventure méditerranéenne sont des pêcheurs. Ils font ce pari suicidaire parce qu'il n'y a plus rien à pêcher : les gros chalutiers de l'Europe prennent tout.

C'est à ce point précis que l'on entrevoit l'inconséquence de l'extrême droite européenne et de la bureaucratie de l'UE. Elles veulent la liberté de circulation du capital et refusent la liberté de circulation de la main-d'œuvre des pays pauvres. De même, alors qu'elles ne soucient pas des dégâts causés ailleurs par les guerres qu'elles mènent et par la licence accordée au capital international, elles s'émeuvent que les victimes lointaines du « développement » économique européen tapent aux portes de la forteresse Europe. Si elles veulent arrêter ces flux migratoires, elles doivent réfléchir à restreindre l'immigration illégale du capital. L'Europe pourra de moins en moins externaliser les coûts de son « modèle social » et de ses guerres impérialistes. Sa politique de « noyades assistées » est myope, contreproductive et contraire à tout humanisme.



**Les guerres impérialistes en Libye et en Syrie ont déstabilisé la région, démantelant au passage les mécanismes existants de gestion des flux migratoires vers l'Europe**

Comme ce sont les pays du centre qui ont récolté jusque-là les « bénéfices » du système capitaliste, il est temps qu'ils en assument les coûts : tel est l'enseignement majeur que l'Europe doit tirer du « phénomène Lampedusa ». Un second enseignement est qu'« à long terme la bataille contre l'immigration ne peut être gagnée » tant que la mondialisation capitaliste continue, pour citer Milanovic.

Les dirigeants des pays africains, habitués au silence quand il s'agit des questions vitales engageant le continent, n'ont pas compris non plus que le « phénomène Lampedusa » est le signe le plus patent de l'échec de leurs politiques néolibérales. En acceptant de promouvoir la libéralisation du commerce, de la finance, de l'investissement et des services, sans une contrepartie en termes de circulation internationale de leur main-d'œuvre, ils ont accepté du même coup de faire de leurs populations les variables d'ajustement du « développement » des pays du centre. Cette option suicidaire les Chinois l'ont refusée. En 1979, lors de la visite de Deng Xiaoping aux Etats-Unis, le président Carter avait souhaité que la Chine s'ouvrît davantage à l'économie mondiale. Son hôte lui rétorqua : « certainement, combien de millions de chinois voudriez-vous accueillir (en contrepartie) ? ».

Le plus triste est de constater que ceux qui tentent l'aventure méditerranéenne ne sont pas les plus démunis en règle générale. Ce sont ceux qui ont pu accumuler une épargne et qui ont accès à des sources de financement qui entreprennent le voyage. Ce constat doit inciter à méditer les limites de l'idéologie Doing Business à laquelle les gouvernements africains ont été récemment convertis. Quel sens y a-t-il à se féliciter d'avoir progressé au classement doing business quand vos propres citoyens préfèrent investir leur épargne loin de chez eux dans un pari suicidaire ? Quel sens y a-t-il à s'honorer d'avoir levé les barrières gênantes pour le capital international quand ce type de choix vous conduit à priver la majorité de vos citoyens de toute opportunité de s'en sortir économiquement ?

Face à la tragédie méditerranéenne, il a été tentant pour certains de rejeter la responsabilité sur les candidats à l'émigration clandestine - qui seraient « aliénés » sur le plan culturel ou qui ne seraient pas suffisamment « éduqués » - et sur les odieux « passeurs », ces trafiquants de personnes, ces « esclavagistes ». C'est là se donner bonne conscience. Les candidats à l'émigration clandestine réagissent simplement aux « signaux économiques » alors que les « passeurs » profitent d'une situation qu'ils n'ont pas créée.

Nous sommes dans un monde d'une violence extrême. Les opprimés et les exploités répondent parfois à cette violence par des comportements désespérés : le suicide, la corruption des mœurs, la criminalité, les paris économiques suicidaires, le fondamentalisme, le terrorisme, etc.

Les vrais coupables de ce génocide qui ne dit pas son nom sont ceux qui sont à l'origine de la misère sociale globale et qui la nourrissent quotidiennement à travers leurs décisions et leurs politiques : les dirigeants du monde d'aujourd'hui et les capitalistes qu'ils s'occupent d'enrichir. Ne nous y trompons pas !

**Pambazuka 13 mai 2015, Numéro 367**
**CADTM 26 mai 2015**

# Burkina Faso : « Cette transition n'est pas celle pour laquelle la population s'est battue »

Par Baba Miliki

*Le 31 octobre dernier, Blaise Compaoré, président du Burkina Faso depuis 27 ans, est obligé sous pression d'énormes manifestations qui durent déjà depuis le 28, de démissionner. L'armée Burkinabè prend le pouvoir et le lieutenant-colonel Isaac Zida s'autoproclame président. Après des négociations avec les partis politiques, Zida accepte de devenir premier ministre et de laisser la fonction de président à un ancien pilier de la politique compaoréenne, Michel Kafondo. Le but de ce nouveau gouvernement de transition est d'organiser des élections en novembre 2015. Nous avons rencontré récemment Jean-Baptiste Kaboré*, militant de gauche qui vit à Ouagadougou et qui était sur place lors des évènements. C'était pour nous une occasion de faire l'état de la situation au Burkina Faso.*

**Que pensent maintenant les Burkinabès, 5 mois après le départ de Compaoré, de la transition ?**

**Jean-Baptiste K. :** Il y a un slogan que les Burkinabès reprennent pour se moquer de la transition actuelle. Ils disent "plus rien ne sera comme avant" comme l'a annoncé le président le jour de sa prestation de serment. Or jusqu'à présent les Burkinabès ne voient rien qui ait changé. Les gens se moquent donc en reprenant cette phrase qu'il a osé prononcer si solennellement. La désillusion est là, aussi parmi ceux qui n'entendent rien à la chose politique et qui ont cru en lui aux premières heures de la transition. Ils sont nombreux à se rendre compte que la transition qu'ils vivent n'est pas celle pour laquelle la population s'est battue et trente-quatre jeunes sont morts fauchés par les rafales des mitraillettes du Régiment de Sécurité Présidentielle (RSP). Prenez l'actuel président de la transition, Michel Kafando. Kafando était ambassadeur auprès des Nations Unies, pour le régime Compaoré. Avant Thomas Sankara, il était ministre des Affaires étrangères sous le régime de Jean Baptiste Ouédraogo puis celui de Sangoulé Lamisana.

Kafando a préféré l'exil en 1983, plutôt que de vivre sous le régime Sankara. C'est un réactionnaire viscéral, qui ne peut entendre parler de révolution. Donc si un peuple insurgé chasse un régime dictatorial et qu'on appelle un tel type pour venir diriger, on comprend que la révolution populaire n'est pas achevée.

Intéressante est la position de la toute puissante église catholique : nombreux sont ceux qui réclamaient pour diriger la transition, l'évêque de Bobo-Dioulasso (deuxième ville de Burkina), Mgr Philippe Ouédraogo, connu pour son pragmatisme et sa langue de feu, comme dirigeant de la transition. L'Eglise a refusé sous prétexte qu'« un homme de Dieu ne peut prétendre à telle fonction ». Elle a proposé Michel Kafando qui lui, est donc très proche des instances ultra-conservatrices de l'Eglise.

**C'est un militaire, le lieutenant-colonel Zida, qui s'était autoproclamé président le soir du 30 octobre quand Comparé s'était enfui. Après les négociations avec les partis politiques, il est devenu premier ministre de l'actuel gouvernement de transition. Qu'en dire ?**

**JB. K. :** Zida était le numéro 3 du tristement célèbre "Régiment de Sécurité Présidentielle", le RSP à la tête duquel se trouve le général Gilbert Diendéré, chef d'état-major particulier de Compaoré. Le numéro 2 en est Mamadou Keré, ensuite vient l'adjoint de Keré, le lieutenant-colonel Isaac Zida.

Au moment des évènements, Zida était à Bobo-Dioulasso pour y préparer la visite de Blaise Compaoré à l'occasion de la fête de l'armée qui était prévue pour le 2 novembre. Cela démontre assez la confiance qu'avait Blaise Compaoré en Zida : le Président n'envoyait pas n'importe qui pour préparer son arrivée dans une ville, surtout au niveau de la sécurité et surtout à Bobo.

Zida a aussi joué un rôle prédominant en tant qu'intermédiaire entre la rébellion de Guillaume Soro en Côte-d'Ivoire et le pouvoir de Blaise Compaoré. Après sa prise de pouvoir, lorsque lui a été posé la question de son action, il a répondu, contenant mal sa colère, qu'il n'avait rien fait d'autre que d'exécuter les tâches que ses supérieurs lui avaient confiées. Or c'est bien lui qui avait organisé de main de maître le recrutement des militaires qui ont procédé au carnage qui a eu lieu à Abidjan avant l'installation de l'ami fidèle Alassane Ouattara comme président du pays. Zida est un militaire du RSP. C'est un régiment tristement célèbre : l'enquête indépendante sur l'assassinat de Norbert Zongo (1) a indiqué 6 suspects, tous membres du RSP. C'est le RSP aussi qui a interpellé l'étudiant Dabo Boukari, depuis 1990 personne ne sait ce qui s'est passé avec cet étudiant, son corps n'a jamais été retrouvé. C'est le même RSP de Gilbert Diendéré, chef d'état-major de Compaoré, qui a combattu aux côtés de Charles Taylor au Liberia de concert avec le soutien de certains ministres, comme Salif Diallo, passé opportunément dans l'opposition quelques mois avant la « révolution ». Il existe de nombreux témoignages de militaires qui relatent avoir été au Liberia prendre livraison de cargaisons de diamants alors qu'ils n'avaient officiellement que des ordres de missions de « porteurs de courrier », dépêchés par Compaoré auprès de Taylor.

**On parle du fameux mouvement du Balai-Citoyen qui s'est retrouvé à la tête de la révolution, que pensez-vous de ce mouvement ?**

**JB. K. :** D'abord, il ne faut pas que l'on parle de "révolution", car la révolution est un changement fondamental, or, il n'y a eu aucun changement. Il y a eu d'une part un peuple insurgé qui a chassé un dictateur et de l'autre des éléments de ce même ancien régime dictatorial qui sont revenus « ramasser » le pouvoir avec la complicité d'imposteurs qui prétendaient se battre aux côtés de ce peuple. Et ils en assurent fidèlement la continuation aujourd'hui, c'est « business as usual », après une pause, les magouilles, la corruption, tous les maux de notre société ont repris leur train-train quotidien et liberticide.

On prétend que les révolutions, de nos jours, se font par internet, en Tunisie et ailleurs comme chez nous, mais c'est faux. Tout se passe d'abord et avant tout sur le terrain. Avant l'insurrection populaire, le Balai-Citoyen a essayé quelques fois de convoquer les masses à ses propres rassemblements, cela a échoué à chaque fois, il suffit de se rappeler de la période où les délestages (coupures d'électricité) incessants à Ouaga faisaient grincer des dents, ils ont appelé les foules à réagir : ils n'ont pas pu mobiliser plus de 200 personnes. Ensuite quand Blaise Compaoré a tenté son imposture pour pouvoir se représenter, de réviser l'article 37 de la Constitution, le Balai-Citoyen a appelé les jeunes à camper dans la nuit du 29 à la place de la Nation : personne n'y est allé ! Egalement la nuit du 30, ils ont demandé aux gens de venir, personne n'a répondu. Ils ne mobilisent pas. Or, l'histoire de notre pays montre



**Le président provisoire Michel Kafondo est un ancien pilier de la politique compaoréenne**

que sous le régime dictatorial de Blaise Compaoré, même sous les régimes d'exception, il y a toujours eu des gens qui se sont battus, qui ont fait la prison et qui en sont sortis parfois infirmes. Quand on a assassiné Norbert Zongo en 1998, nombre d'organisations se sont battues pour libérer les espaces de liberté. C'est à partir de ces espaces de liberté qu'il y a eu un tas d'entités de la société civile qui se sont battues pour leurs idées. À cette époque, où le slogan "Si tu fais, on te fait et y'a rien..." était en vogue, les dirigeants du Balai-Citoyen se faisaient-ils entendre ? Existaient-ils seulement ?

Il y avait des gens qui se battaient et qui avaient libéré des espaces de libertés. Le Balai-Citoyen, n'existe pratiquement que depuis deux ans et il revendique déjà une révolution et un soulèvement populaire. C'est vraiment se moquer du combat réel des Burkinabès. La mobilisation du 29 a été le résultat du travail des organisations populaires dans les quartiers avec les couches fondamentales de la population, réunion après réunion, meeting après meeting, c'est ça qui a amené l'éveil des consciences et c'est ce qui a rendu possible cette énorme mobilisation.

**Pourquoi cette mobilisation n'a-t-elle pas débouché sur un vrai changement ? Et comment comprendre alors que le Balai Citoyen ait pu se propulser sur l'avant de la scène ?**

**JB. K. :** Reprenons le fil des événements. C'était une insurrection populaire qui voulait à tout prix changer la situation mais par le biais de la presse, on a réussi à faire croire au peuple que le Balai Citoyen avait été à l'origine de cette mobilisation. Ils n'ont fait, en réalité, que jouer un rôle exécrable autant que néfaste à l'instant décisif. Dès le 30 novembre, les manifestants exigeaient la démission de Blaise Compaoré et voulaient au pouvoir, le Général Lougué, un général à la retraite. C'est un général très populaire au sein des forces armées (non-RSP) et au sein des populations. Or les gens du Balai Citoyen disaient, à la place de la Nation : "Qui vous a dit que le général Lougué en veut ?". En effet, il y avait eu une réunion au sein des forces armées au cours de laquelle on a sommé au vieux Général Lougué de ne plus ouvrir sa bouche et de se tenir en dehors de tout cela. C'est encore des membres du Balai-Citoyen qui ont accompagné le 30 octobre, les militaires du RSP flanqués d'un professeur de droit constitutionnel, le professeur Augustin Ouaba, à la Place de la Nation alors que le matin-même, le RSP avait tiré sur les manifestants ! Ces mêmes « manifestants » ont scandé « Nous ne voulons pas du RSP, nous voulons Lougué », d'autres « Nous ne voulons pas des militaires au pouvoir ». Le chanteur Smokey, un des dirigeants de Balai-Citoyen, a pris la parole. "Est-ce que vous êtes sûr que Lougué veut ?" Mais Lougué voulait bien, il l'avait témoigné à la radio "Je veux, mais on m'a dit que si je parle on me bute ici-même, et mon garde du corps a dû intervenir pour me sauver de la salle" (avec une fracture à la jambe lorsqu'il a sauté le mur d'enceinte de l'endroit où se tenait la réunion pour sauver sa peau !). C'est alors que le Balai-Citoyen lui-même est allé chercher le lieutenant-colonel Zida pour proclamer qu'il avait pris le pouvoir. A ce moment, nous avons compris que les gens du Balai Citoyen étaient déjà les suppôts des militaires du RSP et travaillaient en étroite collaboration avec eux.

Ce qu'on a donc vu c'est une insurrection populaire non-armée. Le peuple se trouvait, les mains nues, face à un RSP hyper-équipé. Et au moment décisif c'est l'association du Balai Citoyen et la puissance de feu du RSP qui ont récupéré la révolution pacifique du peuple.

Il faut souligner la collusion entre le Balai-Citoyen et les Etats-Unis. Il y a un très grand nombre d'ONGs présentes au Burkina, elles y font de l'humanitaire, parmi toutes les personnes qui y travaillent un grand nombre d'entre elles ont « le cœur à la bonne place ». Mais, parmi elles, "le corps de paix américain" (US Peace Corps) dénote : leurs membres ne se cantonnent pas au travail humanitaire, ils se rapprochent des milieux de l'opposition officielle et souterraine et rapportent minutieusement et régulièrement leurs faits et gestes. Pour nous ce ne sont que des espions : la petite amie de Samska Jah, un des leaders de Balai Citoyen, est membre des Peace Corps et il voyage régulièrement, grâce à elle, aux Etats-Unis. De là à penser que le Balai-Citoyen a bénéficié des faveurs de l'Oncle Sam il n'y a qu'un pas... C'est d'ailleurs la même chose pour le mouvement sénégalais Y'en a marre qui a bénéficié de fonds d'OXFAM et de l'OSIWA (Open Society Initiative for West Africa de Georges Soros) qui lui a versé plus de 100.000.000 de francs CFA (€150.000).

**Qu'est-ce que le peuple attend d'un vrai changement ? Quelles sont les revendications du peuple ?**

**JB. K. :** Le nouveau gouvernement a commencé à poursuivre une politique d'austérité et les intellectuels ont commencé à parler d'une trêve sociale. C'est-à-dire que les travailleurs devraient ranger leurs revendications pour un an. C'est la période prévue pour la transition et dans laquelle il n'y aurait qu'un seul but, c'est l'organisation des élections. Mais ce n'est pas pour l'organisation d'élections que le peuple s'est soulevé et que des citoyens sont tombés. Les gens se sont mobilisés parce qu'ils vivaient une situation absolument misérable. Ils en ont fini avec l'ancien régime dans l'espoir de pouvoir mieux vivre. On ne peut donc pas leur demander de ranger leurs revendications d'ordre social. Les travailleurs veulent par exemple la réouverture du débat sur la loi 13, celle qui régit leur fonction et qui est truffée d'injustices et d'inégalités. Ensuite, les travailleurs veulent, depuis longtemps d'ailleurs, des augmentations de salaire. Certainement une augmentation du salaire minimum qui est maintenu à un niveau indécent de 30.648 francs CFA (€47,5) par mois. Mais ils ne sont pas écoutés. De plus, les travailleurs organisés dans les syndicats demandent une baisse réelle du prix du pétrole, vu qu'au niveau mondial ce prix a chuté. Or au Burkina Faso, on n'y ressent

*Suite à la page (15)*

*Suite de la page (3)*

cachait plus sa candidature à la présidence de la République bien qu'elle devrait faire un examen de passage en se postulant pour le Sénat. Sauf que, les juges du Bureau du Contentieux Electoral National (BCEN) non plus n'étaient pas dupes.

Ils ont flairé le subterfuge et surtout ces juges ont pesé le message que cela aurait pu envoyer à la diaspora s'ils devaient autoriser quelqu'un dont la nationalité américaine est avérée de participer aux élections. Pour une fois, il faut saluer le courage de ces femmes et hommes de loi qui ont osé aller jusqu'au bout de leur intime conviction en donnant priorité à la loi de la République. Dans un premier temps, l'on s'inquiétait de leur attitude quand ils réclamaient des sommes pharaoniques pour leur indemnité. Finalement, ils ont prouvé qu'ils n'étaient motivés pas seulement pour de l'argent. Si ces juges du BCEN s'étaient laissés prendre dans le piège et avaient agréé la candidature de Mme Martelly pour un siège au Sénat, plus d'un s'attendaient à ce qu'elle déclarait forfait avant de se lancer dans la bataille pour la présidence de la République. C'était en fait le but de cette première inscription au CEP. Puisque, personne, aucune instance n'allait pouvoir la déjuger et lui retirer son agrément pour cause de double nationalité. Le mal aurait été définitivement fait.

D'ailleurs, certains observateurs politiques haïtiens s'étaient arrêtés sur une déclaration de la patronne des « chemises roses » lors d'un de ses nombreux déplacements dans le Nord du pays : « Nou te kore prezidan Martelly yon premye fwa, n ap kontinye kore l toujou pou bagay yo ka rive pi devan » (Nous avons appuyé le Président Martelly une première fois, nous allons continuer à le soutenir pour que les choses arrivent plus loin). En pleine période d'inscription au CEP, cette déclaration et demande de soutien en faveur d'un Président qui n'est pas candidat à sa succession n'étaient pas passées inaperçues. Pour eux, cette déclaration faisait partie d'une campagne électorale à l'allure nationale. C'était trop évident pour que ce soit seulement sénatorial. Sophia Saint Rémy Martelly visait en réalité le Palais national. Le Premier ministre Evans Paul peut bien évoquer la situation confuse dans laquelle pourrait se retrouver l'ex-candidate au sénat, à propos de sa citoyenneté.

Le locataire de la Primature a parlé d'une situation d'« apatride » pour la première dame dans la mesure où elle ne serait plus américaine de nationalité tandis que les autorités haïtiennes ne la considèrent pas non plus comme citoyenne haïtienne. Bien sûr, elle aurait pu se retrouver dans cette situation d'apatride, si seulement elle était déjà haïtienne de naissance. Or, à aucun moment de la vie de Sophia Saint-Rémy elle n'était considérée comme telle par Haïti. Elle a toujours vécu en tant que citoyenne américaine de naissance quoique née de parents haïtiens. En plus, même si officiellement elle a renoncé à sa nationalité américaine, a-t-elle déjà sollicité la nationalité haïtienne entretemps ? Si oui, a-t-elle déjà eu une réponse positive de la part des autorités haïtiennes ? La loi prévoit toutes les démarches à accomplir afin de se mettre en règle avec l'administration haïtienne. En revanche, cette affaire tombe bien et pourrait contribuer au débat sur la question de la double nationalité pour les Haïtiens. Cette fois-ci, les juges des tribunaux électoraux ont choisi de faire respecter la loi et tout le monde ou presque applaudit des deux mains. L'écartement de l'épouse du chef de l'Etat du processus électoral signifiera-t-il que cela fera jurisprudence en la matière ?

Ou une simple décision afin d'apaiser la tension en fonction de la conjoncture politique ? Encore une fois, nous le répétons, ce n'est point au Conseil Electoral Provisoire ou Permanent (CEP) de dire qui est Haïtien ou qui ne l'est pas ou plus. Il revient aux politiques de clarifier de manière simple et sans ambiguïté cette affaire de nationalité. En attendant qu'on procède à un vrai amendement de la Constitution dans le calme et la sérénité, tout le monde doit se plier et respecter la loi comme ont fait les juges du BCEN. Les partisans de la Directrice de la « Fondation Rose & Blanc » peuvent crier à l'injustice, à la manipulation politique et à tout ce qu'ils veulent. Une chose est sûre, ce mardi 12 mai 2015, le CEP n'a fait qu'appliquer la loi. Sophia Saint-Rémy Martelly comptait prendre part et s'engager activement en première ligne afin de succéder à son mari le 7 février 2016. Jusqu'à cette soirée du 12 mai 2015, elle rêvait en secret de passer de statut de première dame de la République à celui de Présidente de la République.

Après son inscription au Conseil Electoral Provisoire (CEP) le jeudi 23 avril 2015, à sa sortie, elle a écrit sur son compte twitter ce message à l'intention des potentiels électeurs : « Nou fenk kare travay ! Palman tèt dwat ! Sa w sispèk la, se sa ! Mwen pare pou m kontinye travay tètkale !! ». Les juges du Bureau du Contentieux Electoral National (BCEN) en ont décidé autrement. En l'écartant de la course pour cause de nationalité étrangère, ils ont brisé net le rêve de la famille Martelly qui se voit créer une dynastie politique en Haïti sur le modèle des Perón ou des Kirchner en Argentine. Une femme élue à la présidence d'Haïti, ce ne sera pas pour 2015.

*Suite de la page (4)*

Pap Dòmi Bliye a epi sou paj dèyè a genyen twa estwòf powèm nan. Kèk nan moun ki kontribye nan ekri tèks pou ajennda a sou koz ak konsekans okipasyon yo ak jan pou nou soti anba tout fòm okipasyon yo se: Pwofesè Jan-Iv Blo, Rachèl Bovwa-Dominik, Aliks Pera, Sanon Renèl…

Tèks prezantasyon ajennda a rele *1915-2015: 100 lane okipasyon peyi Ayiti. Nou pa dwe dòmi bliye.* Defen Soni Esteyis ki t ap dirije SAKS fini li konsa: *Nou fè rafrechi memwa sa a yon fason pou n montre responsabilite klas dominant yo nan divès okipasyon imilyasyon tè zansèt nou yo sibi pandan 100 lane ki sot pase yo. Men okipasyon peyi a ap sibi depi dikdantan an pa militè sèlman. Okipasyon an pran plizyè fòm, ekonomik, politik, kiltirèl paske jounen Jodi a, politik ekonomik k ap aplike nan peyi a se gwo peyi ak enstitisyon finansye entènasyonal tankou FMI ak Bank Mondyal ki enpoze l. Se gwo peyi enperyalis yo ki pou deside ki moun ki kab Prezidan, Premye Minis e menm Minis nan peyi a.*

**Referans**

Istwa lagè rezistans lame Kako yo ak Jeneral Benwa BATRAVIL (Ti Benwa) nan tèt yo, Komite Rezistans Popilè Benwa Batravil (Pòtoprens, me 2015).

http://www.cases-rebelles.org/les_cacos/

Les Cacos, Jean Métellus (Éditions Gallimard, Paris 1989).

http://www.iacenter.org/warcrime/leblanc.htm

http://lenouvelliste.com/lenouvelliste/article/80076/Fegues-Germain-Benoit-Batraville

http://www.mirbalaisville.com/index.php/blogues-

Ajennda Popilè 2015, Sosyete Animasyon Kominikasyon Sosyal (Pòtoprens, desanm 2014)







**Chalmay Peral**

*Suite de la page (13)*

pratiquement rien de cette chute : le litre de carburant n'a baissé que par deux fois de 25 francs CFA (€0,03) !!!

Il y a aussi le code minier qui est beaucoup trop favorable aux grandes sociétés minières, personne n'en parle, tout est remis à « après les élections : la transition ne peut prendre aucune décision ». Le code est maintenu pour au moins un an : combien de tonnes d'or, de zinc, de manganèse etc. vont-elles disparaître sans comptabilisation ? Il y a eu plusieurs cas de populations qui profitant du « coup d'état populaire » se sont insurgées contre les pratiques illégales des exploitants miniers. Ces sociétés prennent un permis d'exploitation pour une superficie donnée, or les populations s'aperçoivent qu'elles repèrent les sites d'orpaillage en exploitation traditionnelle « à sec » (2), et en chassent les orpailleurs. Cette pratique n'est évidemment pas prévue dans l'énoncé de leurs permis : appelé à la rescousse par les miniers, le nouveau régime a envoyé des contingents militaires pour mater orpailleurs et « fauteurs de troubles » et garder et sécuriser ces zones.

Compaoré, c'est clair, ne reviendra plus au Burkina : les Américains via l'ambassadeur de France (qui lui a permis de fuir le Burkina le vendredi 31 fatidique) lui ont fait comprendre qu'ils ne le veulent plus ici. La question des biens mal acquis et de l'enrichissement illicite des 27 ans de son régime, de la famille Compaoré, de ses ministres et autres corrompus de son régime, reste aussi une question ouverte qui n'est nullement abordée par le régime actuel. Aucune démarche des nouveaux gouvernants n'est entreprise pour saisir les tribunaux pour que ces biens mal acquis soient restitués à l'Etat burkinabé.

**Est-ce que les élections annoncées pour novembre, pourraient amener un changement ?**

**JB. K. :** Franchement, nous n'attendons pas grand-chose d'élections organisées par ce régime de transition dirigé par des individus comme Kafando et Zida. Pour un vrai changement il y a plusieurs conditions. Les conditions objectives, certainement dans le cas de notre pays, sont réunies. Le divorce entre les gouvernés et les gouvernants est là, du fait notamment des conditions de vie des gouvernés qui sont très précaires. Mais les conditions subjectives, c'est quoi ? C'est que le peuple est conscient que ce n'est pas un homme qu'il faut changer mais bien un système qui fait que notre pays reste contrôlé et gouverné par la France et de plus en plus par les États-Unis, comme toute l'Afrique de l'Ouest d'ailleurs. Or, ce travail de conscience et d'organisation était en retard, notamment chez la grande masse des jeunes. Mais sachez qu'au Burkina Faso il existe des hommes et des femmes qui se battent nuit et jour pour qu'un jour les choses changent fondamentalement. Des gens qui croient à la liberté et à cette égalité qui fait tellement défaut dans notre société.

Tant qu'il existe de l'injustice il y aura des gens au Burkina qui se battront pour un monde meilleur.

**Notes**

(1) journaliste assassiné (brûlé vif dans son véhicule) alors qu'il enquêtait sur le meurtre du chauffeur de François Compaoré, frère de l'« autre ».

(2) les orpailleurs séparent les paillettes d'or du minerai en concassant celui-ci manuellement, c'est-à-dire sans aucun dommage pour l'environnement. Cela s'appelle l'exploitation à sec. Les sociétés minières, par contre, emploient les cyanures et nitrates d'aluminium pour la séparation chimique de l'or du minerai, ce qui est un procédé très pollueur et toxique pour l'environnement). Dans le film « Prospérité sous Terre » que Ronnie Ramirez a tourné en 2014 pour Zin-TV on peut entendre le Directeur de IAmGold SA, expliquer comment il étend son emprise sur toutes les zones aurifères non repérées par les cartes géologiques satellitaires et exploitées par les « locaux » ; sa société a proposé après coup et en vain, au réalisateur jusqu'à €800.000 pour récupérer les bandes originales du film.

(*) Jean-Baptiste Kaboré est un pseudonyme.

**Source : Le Journal de l'Afrique no.10, Investig'Action, 16 mai 2015**



## AVIS

PAR CES MOTIFS, Le Tribunal après avoir délibéré au vœu de la loi, sur les conclusions conformes du Ministère Public, déclare que l'action en bornage des sieur et dame Hermann Beauchamp et Mona Beauchamp est recevable pour avoir satisfait les exigences de la loi en la matière ; maintient le défaut octroyé à l'audience du trois (03) Mars deux mille quinze (2015) en faveur des sieur et dame Hermann Beauchamp et Mona Beauchamp à l'encontre des héritiers de Lumainès Civil représentés par Raguel Civil aux termes de l'article 287 du code de procédure civile ainsi conçu : « Si le défendeur ne comparait pas à l'expiration des délais, le demandeur pourra à l'appel de la cause, requérir défaut » ; reconnait que les héritiers de Lociana Merveille représentés par Hermann Beauchamp et Mona Beauchamp sont propriétaires incontestés d'un terrain de contenance d'un carreau de terre sis sur l'habitation Daligué releva de Deronceray dans la deuxième section Communal de Paillant ayant pour tenants et aboutissants les propriétés des héritiers de MoriceSaintil, Denis Saintil, Renold'sHaitian Mine, héritiers Lumainès Civil représentés par Raguel Civil et Dumano ainsi connu ; Ordonne le bornage des propriétés des héritiers Luciana Merveille et ceux de Lumainès Civil représentés comme dit dessus aux termes de l'article 524 du Code Civil : « Tout propriétaire peut obliger son voisin au bornage et au balisage de la lisière de leurs propriétés contiguës ; cette opération se fait à frais communs » ; Commet l'arpenteur Jean Alerte Cefète pour le rétablissement des bornes des dites propriétés et qu'il prête serment au Tribunal de Première Instance de Miragoâne avant l'exécution de la mission pour laquelle il a été nommé ; Commet également l'huissier Lyonel Charles pour la signification de la présente décision ; Ordonne la démolition de toute construction érigée sur la propriété des héritiers de Luciana Merveille représentés par Hermann Beauchamp et Mona Beauchamp sans leur consentement et sans contrepartie aucune pour les propriétaires de ces constructions ; Ordonne l'exécution provisoire sans caution de la décision ; condamne enfin tout contestant aux frais et dépens de la procédure.

Ainsi jugé et prononcé par nous, Patrick Labbé Juge en audience civile du mardi quatorze Avril deux mille quinze, en présence de Me. Renord Regis, Avocat/ Substitut du commissaire du Gouvernement avec l'assistance de Willy Bernabe, Greffier du siège.

Il est ordonné à tous huissiers sur ce requis de mettre ce présent jugement à exécution aux officiers près les tribunaux civils d'y tenir la main à tous commandants et autres officiers de la force publique d'y prêter la main forte lorsqu'ils en seront légalement requis. En foi de quoi la minute du présent jugement est signée du juge et du greffier susdits. Pour Expédition conforme à la minute collationnée.

Me. Willy BERNABE, Greffier

# Discours prononcé par Alexis TSIPRAS lors du colloque organisé par The Economist

*Vision pour une Europe en mutation*
*« 100 jours de gouvernance: bilan et perspectives pour la Grèce »*

Amies et amis,
Mesdames et Messieurs,

Je remercie les organisateurs du colloque pour leur aimable invitation. C'est, en effet, la quatrième fois que j'ai l'occasion de parler de cette tribune, mais la première fois en qualité de Premier ministre.

Je suis heureux de participer à cette institution financière annuelle, dans ce forum économique, qui chaque année donne l'occasion d'entendre et de discuter les différents concepts politiques et économiques qui définissent les grandes lignes du débat public, tant au niveau international qu'au niveau européen.

Nous parlons de concepts politiques et économiques qui ne trouvent pas leurs sources aux exercices menés par les économistes dans des conditions de laboratoire, mais qui sont définis par les oppositions sociales inhérentes à toutes les sociétés occidentales modernes. Et en effet ces concepts politiques et économiques sont liés à des hypothèses idéologiques qui sont par définition divergentes.

Il appartient donc aux gouvernants politiques et étatiques de résoudre chaque fois cette antinomie de la façon la plus efficace possible. Parce qu'en fin de compte, c'est la politique qui déterminera à chaque instant ce qui est juste et ce qui est injuste, ce qui est légitime et ce qui est illégitime, ce qui est possible et ce qui est impossible. Pendant cinq ans, en Grèce, le pouvoir politique des vieux partis a complètement échoué à sortir le pays de la crise. Il n'a pas réussi à harmoniser et synthétiser les attentes différentes de chaque partie de la société grecque, à créer une idée inaltérable de la justice sociale et à définir des principes durables pour les perspectives d'avenir du pays. Il a en revanche choisi de se rallier aux idées les plus extrêmes et partiales, aux forces les plus extrêmes et partiales au niveau mondial et européen et de mettre en œuvre une politique d'austérité extrêmement rigoureuse au détriment de la très grande majorité de la société grecque.

A l'intérieur de cette élite politique a dominé l'idée – avec naturellement l'aide et le soutien des économiquement puissants – que la crise en Grèce a été provoquée par les droits sociaux des travailleurs et des retraités, que la crise en Grèce a été provoquée par l'ampleur excessive du secteur public, et par la persistance des politiques protectrices.

Et sur cette base faussée a été érigé

**Alexis TSIPRAS**

tout le mécanisme de la restructuration de l'économie et de la société grecque qui a duré plus de quatre ans et a été nommé Mémorandum.

Mesdames et Messieurs,

Le mémorandum n'était pas une simple erreur économique, un mauvais programme, une inattention. Le mémorandum était le choix délibéré de charger le fardeau de la crise économique provoquée par les déséquilibres du système financier et aggravée par les pathologies inhérentes à l'état grec et à son économie, sur le dos du travail salarié, sur le dos des retraités, des travailleurs indépendants de la classe moyenne et des petits entrepreneurs.

En fait, le mémorandum n'était rien d'autre que la tentative de surmonter la crise par une sidérante liquidation des droits et par la liquidation tout aussi sidérante d'un très grand nombre d'entreprises qui devaient servir de base pour une nouvelle accumulation du capital accompagnée de l'acceptation de conditions bien pires pour la majorité sociale. Il était naturellement clair et attendu que cette politique conduirait tôt ou tard, à une longue récession qui était, cependant, au début désirée par les initiateurs du Mémorandum.

Ils savaient très bien ce qu'ils faisaient et pourtant ils l'ont fait. C'est le signe d'un cynisme absolu, le leur. Au temps donc du Mémorandum, les inégalités sociales en Grèce ont grimpé – la Grèce figure aux premières places du classement de l'indicateur de l'injustice sociale – le chômage a triplé, les salaires ont chuté, les pensions ont subi des coupures dramatiques, alors que l'État-providence a été quasiment anéanti.

Les seuls qui n'ont pas subi des pertes dans cette tragédie de cinq ans pour la société et l'économie grecque ont été les riches. Ceux qui ont fait sortir leur argent à l'étranger à temps, ceux qui ont pris l'habitude de frauder déjà du temps des années de croissance et, malheureusement, encore aujourd'hui.

Selon une enquête effectuée par le Credit Suisse, 10% des Grecs les plus riches gèrent en ce moment même 56% de la richesse nationale. Cette tempête politique et économique qui a traversé notre pays n'a laissé qu'une chose en place : l'état clientéliste et corrompu qui a soutenu l'élite politique et économique de ce pays. Ou plutôt, pour être précis, non seulement elle l'a laissé en place, mais elle l'a conduit à des pratiques bien pires.

Aucune des prétendues réformes du mémorandum n'a amélioré le mécanisme de recouvrement des impôts qui s'est effondré, malgré le dévouement de certains fonctionnaires éclairés et à juste titre effrayés. Aucune des prétendues réformes ne s'est attaquée aux relations clientélistes qui engendrent des conflits d'intérêts majeurs au sein du triangle formé dans notre pays par l'élite politique, les propriétaires des médias et les banques, depuis bien longtemps et bien avant la crise. Aucune réforme n'a amélioré le fonctionnement et l'efficacité de la machine étatique, qui a appris à travailler en vue de servir les intérêts privés plutôt que le bien commun.

Ce fut précisément cette situation, à savoir l'incapacité de justifier cette politique extrême, l'incapacité de définir un discours convaincant qui pourrait transformer l'intérêt égoïste de l'élite en un intérêt général bénéfique à l'ensemble de la société, qui m'a amené ici, devant vous, pour parler, cette quatrième fois, en qualité de Premier ministre, et non plus en tant que leader de l'opposition.

Et vous savez pourquoi ? Parce qu'on peut tromper beaucoup de personnes pendant un certain temps, certains, même, pendant longtemps. Mais on ne peut pas tromper tout le monde pour toujours.

Mesdames et Messieurs,

Les élections du 25 Janvier ont donné au gouvernement, que nous avons défini dès le départ comme le gouvernement du salut social et de la reprise économique, un mandat clair : le changement de la politique mémorandaire qui a terrassé la société grecque et l'a conduite au bord du désespoir.

Le nouveau gouvernement a une vision complètement différente concernant l'organisation de l'économie et de la société grecque. Une appréciation tout à fait différente des conditions nécessaires pour arriver à une trajectoire de croissance durable, qui permettra de réduire et non pas d'augmenter les inégalités. Parce que si la croissance ne sert qu'à reproduire simplement l'état actuel des choses, laissant intact le fossé social, voire en exacerbant les divisions sociales, alors quelque chose ne va pas dans le « royaume de l'Europe. »

Ce mandat donc, ce mandat qui nous a été confié pour changer les choses dans le pays, nous l'avons mis en œuvre quotidiennement et dès le premier de nos cent jours de gouvernance comme nous mettons aussi au centre du débat public d'une Europe vieillissante une nouvelle vision, une nouvelle approche, la nôtre.

Nous légiférons et nous négocions au nom de la grande majorité sociale qui nous fait confiance, mais aussi au nom de grandes valeurs et d'aspirations, au nom de la justice sociale, de la croissance, pour promouvoir l'égalité.

Parce que l'égalité est l'une des pierres angulaires de l'Europe unie et nous ne devons pas la laisser éroder par ceux qui tout en ayant sans cesse le mot liberté à la bouche oublient la condition qui rend cette liberté possible : et qu'est-ce d'autre que cette condition, sinon l'Égalité ?

Nous légiférons et nous négocions donc, guidés par le souci de la protection des intérêts et des aspirations de cette majorité sociale, composée par tous les salariés, par toutes ces personnes de la classe moyenne qui ont été écrasées par quatre ans de déferlements mémorandaires. Et notre objectif est une réédification du principe de la justice sociale, qui permettra la transmutation de la société grecque et européenne de l'état de masse d'individus isolés à celui de véritable communauté.

Notre objectif est de redonner à la politique son sens originel afin d'atteindre l'objectif ultime que nous partageons tous : assurer la prévalence et la viabilité du principe de l'intérêt social en apaisant les tensions et en permettant aux potentialités humaines d'atteindre le bien être. Nous légiférons et négocions, toutefois, dans un contexte singulièrement défavorable. Nous avançons, je dirais, sur un terrain miné, soigneusement préparé par le gouvernement sortant des défenseurs du Mémorandum.

Je sais qu'il est de coutume dans notre pays, que les nouveaux dirigeants d'un gouvernement disent qu'ils ont trouvé à leur arrivée une terre brûlée. Mais dans notre cas précis, il ne s'agit ni de la reproduction d'un lieu commun, ni d'une emphase. C'est parler avec modération que de le dire.

Non seulement nous avons reçu une terre brûlée par nos prédécesseurs, non seulement nous avons reçu un pays paralysé, totalement incapable de fonctionner, mais nous avons reçu un pays dont l'incapacité à assurer le paiement des salaires et des pensions un mois après les élections, à savoir en février 2015, était bien connue du gouvernement précédent.

Dans des conditions difficiles, nous avons réussi à garder le pays debout. Nous avons réussi à assurer pleinement le bon fonctionnement de l'État et à garantir ses obligations alors que nous livrons en même temps un combat de négociations difficiles avec nos partenaires. Et malgré tout cela, malgré ce contexte de pression financière, malgré le fait que la majorité des médias reproduit quotidiennement de sinistres scénarios de faillite, la confiance des citoyens non seulement n'a pas diminué, mais elle a augmenté, et c'est cette confiance qui a permis d'enregistrer une augmentation significative des recettes pour les caisses publiques.

Pendant l'exercice de près de quatre mois de notre gouvernement, l'excédent primaire a atteint 2,164 millions d'euros alors que l'excédent primaire pour la même période en 2014 était de 1,046 millions et un déficit primaire de 287 millions € était prévu pour les 4 premiers mois de 2015. Et pendant la période du mois d'Avril, nous avons augmenté les recettes nettes du budget ordinaire de 15,3% par rapport à l'objectif mensuel.

Et ainsi, nous avons non seulement évité le krach prémédité par gouvernement précédent en février, mais nous avons pu aussi assurer le remboursement de toutes les dettes internes et externes du pays, malgré le fait qu'aucune autre tranche de prêt n'a été déboursée depuis Août 2014. Et je tiens à assurer qu'il n'y a aucun risque pour les versements des salaires et des pensions.

Et là, surgit un problème, d'ordre, je dirais, moral. L'accord, il ne fait aucun doute, doit être conclu rapidement. Et la condition nécessaire pour y arriver est d'opter pour un accord loyal et mutuellement bénéfique. Envisager par ailleurs que plus le temps passe, plus s'affaiblira la résistance de la partie grecque et s'estomperont ses lignes rouges est grotesque. Et si vraiment certains le pensent sérieusement, ils feraient mieux de l'oublier, parce que cette option aboutira exactement à l'effet contraire.

Depuis août 2014, nous n'avons pas reçu de nos créanciers la tranche de 7,2 milliards consentie dans le cadre du programme de prêt en cours, ni le 1,9 milliard correspondant aux bénéfices des banques centrales sur les obligations grecques. Ni d'ailleurs le 1,2 milliard payé par l'argent du peuple grec qui a été versé au budget grec et transféré par la FSF à l'ESM. Et cependant, au même moment, et pendant que nous négocions et nous revendiquons le versement de 7.2 milliards, alors que nous sommes privés des versements auxquels nous avons droit, nous avons versé aux mêmes institutions, des sommes à hauteur de 17,5 milliards d'euros.

Et je pourrais à la rigueur comprendre le raisonnement des personnes qui estiment cela légitime en faisant valoir que la loi est la loi du prêteur. Si toutefois quelqu'un prétend que cela est moral, il est clair qu'il manque vraiment d'impartialité.

Mesdames et Messieurs,

Plusieurs personnes critiquent le nouveau gouvernement. Nombreux sont ceux qui disent que, malgré le peu de temps qui nous sépare des élections, nous avons déjà oublié nos engagements électoraux et que nous avons retiré le programme de Thessalonique. En guise de réponse je voudrais faire le résumé de ce qui a été fait par notre gouvernement pendant les cent premiers jours en laissant ainsi les faits parler d'eux-mêmes. Plus précisément donc :

Pendant les cent premiers jours le gouvernement

** a fait le premier pas pour enrayer la crise humanitaire avec le premier projet de loi adopté par le nouveau Parlement : le programme est mis en œuvre en s'élargissant progressivement et couvre les domaines de la nourriture, du logement, de l'accès à l'électricité en apaisant déjà les souffrances de milliers de familles qui en avaient un besoin immédiat.

** Il a pris des mesures immédiates pour relancer l'économie et restaurer la justice fiscale : la facilité de cent versements pour le remboursement des obligations fiscales et de sécurité sociale des citoyens est déjà en cours d'application en permettant à des centaines de milliers d'entreprises de régler leurs dettes, et à des milliers de ménages d'échapper à l'étau du surendettement. Parallèlement, par cette mesure les fonds publics reçoivent des injections de liquidité dont ils ont vraiment besoin.

** Le 11 mai déjà, c'est à dire 24 jours après [la mise en œuvre de cette mesure], environ 380.000 emprunteurs avaient demandé un ajustement aux autorités fiscales du pays. Le montant total des dettes régularisées s'élève à 2,8 milliards €. Pendant la même période qui s'étend jusqu'au 12 mai, environ 144.000 assurés avaient réglé leurs dettes aux fonds de sécurité sociale, leur régularisation représentant au total, environ 3,4 milliards €. Il est par ailleurs intéressant de comparer ces montants, c'est à dire la participation des contribuables et des assurés, avec respectivement les montants et la participation citoyenne limitée qu'avaient essuyés les régularisations proposées par le gouvernement précédent, pour constater que le peuple grec a su démêler l'essor véritable du piège caché.

Pendant les 100 premiers jours, le gouvernement a voté et mis en exécution la décision prise pour lutter contre les échanges triangulaires pour mettre fin à l'une des techniques d'évasion fiscale les plus courantes.

** En outre, a été adoptée la première loi pour la démocratisation de l'administration publique qui entre autres efface certaines des injustices flagrantes de la période mémorandaire comme le licenciement des femmes de ménage du ministère des finances, des gardiens scolaires et d'autres fonctionnaires.

** On a mis en application le programme pour la reprise de l'emploi qui sera cofinancé par les fonds versés dans le cadre de l'initiative Juncker à hauteur de 2 milliards en 2015. Et même si nous avons encore quelques difficultés à résoudre liées aux mauvaises orientations des programmes présentés par le gouvernement précédent qui ne peuvent plus être révoqués, nous pourrons les adapter et les réorienter en les associant à

*Suite à la page (19)*

# Comment les Cubains ont converti leur île à l'agriculture biologique

Par Frédérique Basset

*Les écologistes du monde en entier en rêvent, les Cubains l'ont réalisé. Depuis plus de vingt ans, l'île s'est convertie à l'agriculture biologique. Elle compte aujourd'hui 400 000 exploitations agricoles urbaines qui produisent 1,5 millions de tonnes de légumes, sans pesticides et sans engrais chimiques. Un effet secondaire de l'embargo états-unien et de l'isolement de Cuba suite à l'effondrement du grand frère soviétique. Mais une success story quand même : cette reconversion spontanée et improvisée génère des emplois, protège l'environnement et améliore la sécurité alimentaire de l'île.*



Le mot d'ordre dominant : « Décentraliser sans perdre le contrôle, centraliser sans tuer l'initiative. »

1989. Chute du Mur de Berlin. Deux ans plus tard, effondrement du bloc soviétique. Cuba perd alors son principal fournisseur de pétrole, de matériel agricole, d'engrais chimiques et autres pesticides. Avec la disparition de l'URSS et des anciens pays de l'Est, qui achetaient ses produits à prix constants, l'île perd aussi des marchés juteux, notamment celui du sucre, dont elle exportait 85% de sa production. Tous les ingrédients sont réunis pour que le pays plonge dans le chaos. D'autant que le blocus américain se resserre. Pour Cuba, c'est le début d'une nouvelle ère, de cette « période spéciale en temps de paix » annoncée en 1992 par Fidel Castro et qui durera cinq ans, autrement dit une période de grave crise économique : le produit intérieur brut (PIB) chute de 35 %, le commerce extérieur de 75%, le pouvoir d'achat de 50% et la population souffre de malnutrition.

Nécessité fait loi. Afin de satisfaire ses besoins alimentaires, la population se lance dans la culture de fruits et légumes. « Les Cubains avaient faim, explique Nils Aguilar, réalisateur du film Cultures en transition. Ce sont eux qui ont fait les premiers pas en occupant les terres dans un mouvement spontané. » Des milliers de jardins, « organoponicos », fleurissent sur des petits lopins de terre, sur les terrasses, entre les maisons, sur d'anciennes décharges, au milieu des terrains vagues, bref dans le moindre interstice laissé vacant. Outre la culture, on y pratique souvent l'élevage de petits animaux : poules, lapins, canards, cochons. « Les principaux acteurs du mouvement agro-écologique, ce sont les paysans eux-mêmes, affirme Dorian Felix, agronome, spécialisé dans l'agroécologie tropicale, en mission à Cuba pour l'association Terre et Humanisme. Ils ont expérimenté ces pratiques, les ont validées et diffusées. Leur mobilisation et celle de la société civile tout entière a été, et reste, très importante. »

**Le boom de l'agriculture urbaine**

Dans la foulée, le gouvernement entame une transition forcée. Produire de la nourriture devient une question de sécurité nationale. A partir des années 1990, l'accent est mis sur la production locale, à partir de ressources locales, pour la consommation locale. L'État distribue des terrains à qui veut les cultiver et développe une agriculture vivrière et biologique de proximité : sans pétrole pour faire fonctionner les tracteurs, on recourt à la traction animale ; sans engrais chimiques ni pesticides, on redécouvre le compost, les insecticides naturels et la lutte biologique.

« C'est une véritable révolution verte, confirme Nils Aguilar. Dans ce pays, tout le monde est impliqué, j'ai eu la surprise d'entendre un chauffeur de taxi me vanter les prouesses de l'agroécologie ! Cuba développe une agriculture post-industrielle et prouve que ces techniques peuvent nourrir les populations. » Aujourd'hui, la main-d'œuvre agricole a été multipliée par dix. D'anciens militaires, fonctionnaires et employés se sont convertis ou reconvertis à l'agriculture, car nombre d'entre eux avaient été paysans auparavant. Chaque école cultive son potager, les administrations ont leur propre jardin, fournissant les légumes aux cantines des employés.

Phénomène sans précédent, l'agriculture urbaine s'est développée comme nulle part ailleurs dans le monde. L'île compte près de 400 000 exploitations agricoles urbaines, qui couvrent quelque 70 000 hectares de terres jusqu'alors inutilisées et produisent plus de 1,5 millions de tonnes de légumes. La Havane est à même de fournir 50% de fruits et légumes bios à ses 2 200 000 habitants, le reste étant assuré par les coopératives de la périphérie.

**Révolution verte dans les Caraïbes**

En 1994, les fermes d'État productivistes sont progressivement transformées en coopératives pour fournir en aliments les hôpitaux, écoles, jardins d'enfants. Quant au reliquat de la production, il est vendu librement sur les marchés. Universitaires, chercheurs, agronomes sont mis à contribution pour diffuser les techniques de l'agroécologie. Un réseau de boutiques vend semences et outils de jardinage à bas prix, prodiguant également aux clients des conseils d'experts. Et dans toutes les villes du pays, on enseigne l'agriculture biologique par la pratique, sur le terrain. Bien plus qu'un simple transfert de connaissances technologiques, il s'agit de « produire en apprenant, d'enseigner en produisant et d'apprendre en enseignant ».

L'impact de cette révolution verte est multiple : réduction de la contamination des sols, de l'air et de l'eau, recyclage des déchets, augmentation de la biodiversité, diversification des productions, amélioration de la sécurité alimentaire, du niveau de vie et de la santé, création d'emplois – notamment pour les femmes, les jeunes et les retraités. C'est aussi une politique moins centralisée qui s'est mise en place, donnant davantage de marge de manœuvre aux initiatives individuelles et collectives autogérées. Le mot d'ordre dominant : « Décentraliser sans perdre le contrôle, centraliser sans tuer l'initiative. » Dans les villes, ce principe a permis de promouvoir la production dans le quartier, par le quartier, pour le quartier, en encourageant la participation de milliers de personnes désireuses de rejoindre l'initiative.

**Vers l'autonomie alimentaire**

Aujourd'hui, Cuba produit pour sa consommation plus de 70% de fruits et légumes, ce qui ne lui garantit pas une totale autonomie alimentaire, dans la mesure où elle dépend encore des importations de riz et de viande, notamment. Mais, selon les critères de l'ONU, « le pays a un indice de développement humain élevé et une faible empreinte écologique sur la planète ». Si demain les importations de nourriture devaient s'arrêter, les habitants seraient beaucoup moins en péril que ceux d'un pays comme la France, qui dispose seulement de quelques jours de réserves dans ses supermarchés (d'après le Ceser – Conseil économique, social et environnemental Ile-de-France -, la région dispose de quatre jours de réserves alimentaires).

Il aura fallu une crise pour que Cuba découvre les vertus de l'agroécologie, de la permaculture, de l'agroforesterie ou encore du sylvopastoralisme. L'île a-t-elle réussi pour autant sa transition énergétique ? En partie seulement. La consommation de pétrole a redémarré en 1993 grâce à (ou à cause de ?) la production nationale et à l'aide du Venezuela qui lui fournit près de 110 000 barils de pétrole par jour. Mais on peut parier que le pays ne pourra plus faire machine arrière. Car au-delà de la révolution agricole, les initiatives individuelles et collectives ont prouvé que les Cubains pouvaient prendre en main leur destin. Une véritable révolution culturelle !

**KAIZEN Basta 22 MAI 2015**

# Barcelone, épicentre du changement

Par Esther Vivas

Ce « sí se puede » – « oui, c'est possible »,– qui, des mois durant, a résonné sur les places et dans les rues suite à l'inoubliable Printemps Indigné de 2011 arrive aujourd'hui comme un tremblement de terre dans les institutions, ce qui était inimaginable alors. La victoire de Barcelona en Comú – Barcelone en Commun – à Barcelone, avec Ada Colau en tête de liste, a fait voler en éclat l'échiquier politique.

Si, des mois durant, nous avons dû subir des accusations de différents acabits selon lesquelles le 15M – 15 mai, date à laquelle le mouvement des indignés a été initié, ndr – serait radical, antisystème et « punk à chien », accompagnées de « si vous voulez faire de la politique, formez un parti », comme si la politique se limitait à faire de la politique partisane, sans compréhension aucune ou volonté de comprendre quoi que ce soit de ce qu'a signifié ce « soulèvement populaire » indigné, aujourd'hui les pires cauchemars de l'establishment sont devenus réalité.

Le discours contre-hégémonique qui s'est construit à ce moment-là sur toutes les places, capable de dessiner un nouvel imaginaire collectif, qui a montré sans détours le lien entre crise économique et détournement de la politique et a su, comme jamais auparavant, se connecter à une majorité sociale ébranlée par trois longues années de coupes budgétaires, prend aujourd'hui d'assaut les institutions, dépassant les limites du possible qui nous étaient imposées.

Il ne s'agissait pas, comme le prétendaient certains « je sais tout », d'uniformiser l'hétérogénéité du mouvement dans un parti unique sans plus, mais bien de mettre sur pied de nouveaux instruments politiques, de nouvelles méthodologies et confluences et d'élaborer des processus qui permettraient de faire passer cette indignation de la rue aux institutions. De faire de la majorité sociale étouffée par la crise une majorité politique. Sans oublier que tout processus de changement réel viendra de la prise de conscience collective, de l'auto-organisation populaire et de la mobilisation continue. En définitive, occuper les institutions, comme nous avions occupé les places, pour les mettre au service de « monsieur et madame tout le monde ». Et c'est ce qui vient d'être réalisé.






**La victoire de Barcelona en Comú – Barcelone en Commun – à Barcelone, avec Ada Colau en tête de liste, a fait voler en éclat l'échiquier politique**

L'éclosion fulgurante de Podemos il y a un an, en mai 2014, lorsque la formation obtenait de façon inespérée 1,2 millions de votes et 5 eurodéputés aux élections européennes, en a été le meilleur exemple. Une feuille de route envisagée auparavant, en avril 2013, avec le Processus Constituant en Catalogne, lancé par la none bénédictine Teresa Forcades et l'économiste Arcadi Oliveres, qui appelait à construire par en bas une nouvelle majorité politico-sociale. Un défi que Guanyem Barcelona – « Gagnons Barcelone », la liste emmenée par Ada Colau, ndr – et Ahora Madrid – « Madrid maintenant », la liste emmenée par Manuela Carmena, ndr –, bien que celle-ci n'ait pas gagné en termes de nombre d'élus, ont relevé comme personne dans ces élections. Une expérience étendue à de nombreuses municipalités et communautés, comprenant l'émergence de nouvelles forces politiques, résultat de la confluence sociale, capables d'atteindre les secteurs les plus touchés, qui se sont bien mobilisés et ont voté à cette occasion.

Les résultats de cette bataille électorale rompent avec les schémas de la politique telle que nous la connaissions depuis la transition. L'échiquier compte désormais plus de deux équipes. Et l'arrivée des « sans voix », des précaires, des expulsés, des chômeurs… en fait, des « outsiders », en tête de la municipalité de Barcelone démontre que l'on peut gagner et que tout est possible. C'est le moment de mettre en pratique cette fameuse consigne de « diriger tout en obéissant ». Mais le chemin du changement en lettres majuscules ne sera pas facile. La pression de l'establishment, de ses lobbies économiques à sa machinerie médiatique, ne se fera pas attendre. Les entraves et les tentatives de disqualification seront multiples, soyons-en assurés. La responsabilité, tout comme l'opportunité est énorme.

Nous vivons aujourd'hui un moment historique. Quatre années se sont écoulées depuis qu'on s'est mis à crier sur les places : « Ils ne nous représentent pas ! » Suite au tremblement de terre politique que représentent ces élections, un nouveau mot d'ordre s'impose : « Oui, ils nous représentent ». En Catalogne, les élections du Parlement seront le prochain assaut. À Madrid, le Congrès des Députés qui se prépare. Comme le disait Ada Colau en cette nuit électorale historique : « Ceci est une révolution imparable ».

**Publico.es, 25 mai 2015**
**Traduit de l'espagnol par Matilde Dugaucquier**
**CADTM 26 mai 2015**

Suite de la page (16)

nos propres projets prévus pour le second semestre de 2015.

** Pendant les 100 premiers jours a également été adopté le projet de loi pour la réouverture de l'ERT, réouverture hautement symbolique. Nous avons créé les conditions nécessaires pour que l'audiovisuel public soit dégagé des tutelles partisanes, de la corruption politique et des gaspillages du passé. Pour un organisme d'information public qui sera le reflet de la nouvelle éthique publique et de l'attachement de la culture politique de la nouvelle gouvernance à la démocratie.

** Pendant les 100 premiers jours, nous avons procédé au décompte des sommes dues par les chaînes de télévision qui était en suspens pendant des années pour des raisons non déterminées ou peut être bien déterminées, tandis que la préparation du projet de loi sur l'octroi de leurs licences en est à l'étape finale.

** Pendant les 100 premiers jours, nous avons entamé des consultations avec les partenaires sociaux et l'Organisation internationale du Travail, afin que bientôt, dans les prochains mois, soit soumis au vote du Parlement un projet de loi pour rétablir l'acquis européen dans les relations du travail, la restauration des négociations collectives et du principe de la prorogation des conventions collectives au delà de leur expiration, la restauration progressive du salaire minimum à 751 euros. Et il est agréable de noter qu'aujourd'hui, après la rencontre du Ministre du Travail avec le Directeur général de l'OIT, l'organisation a publié une déclaration saluant les efforts du gouvernement grec et des partenaires sociaux pour promouvoir les négociations collectives et l'amélioration du marché du travail en Grèce.

** Pendant ces 100 jours, a commencé également son travail de la Commission d'enquête sur les conditions de la mise en place des mémorandums.

** Pour la première fois, la revendication nationale des réparations allemandes et du prêt d'occupation a été notifiée officiellement et au plus haut niveau.

** Pour la première fois les personnes dont le nom figurait dans la « liste Lagarde » et par conséquent soupçonnées d'avoir commis une fraude fiscale ont été invitées à payer et à régulariser leur situation fiscale, tandis que les contrôles se poursuivent en s'intensifiant et en s'élargissant.

** Pendant les 100 premiers jours des groupes de travail ont aussi examiné les conditions douteuses de la conclusion de certains accords publics établis dans le passé comme par exemple l'accord abusif portant sur le recours au règlement extrajudiciaire des litiges avec la société Siemens.

Mesdames et Messieurs,

Voici donc quelques premiers exemples révélateurs du travail titanesque que nous avons entamé pour rompre définitivement avec le passé vicieux et en même temps afin d'assurer la redistribution des ressources et du pouvoir de l'oligarchie – qui demeure et se perpétue par la corruption et l'évasion fiscale – à la grande majorité sociale qui nous fait confiance et attend avec impatience les fruits de nos efforts. Et je tiens à vous dire :

· Tout d'abord que nous en sommes encore au début.

. Deuxièmement, que nous avons fait tout cela, alors que – je dois l'avouer – je consacre le plus clair de mon temps à la négociation. J'espère qu'il n'en est pas de même dans tous les ministères, mais vous comprenez bien qu'un gouvernement qui doit d'abord résoudre ce nœud, voit ses capacités réduites pour accomplir son œuvre.

Cependant et malgré ces obstacles, nous avons fait beaucoup et ce n'est qu'un début. Nous pourrions faire plus. Nous en sommes au début, nous avançons, nous n'oublions pas. Nous avançons en laissant dans la poussière du temps les forces d' hier, les forces de la corruption, mais en même temps nous luttons pour ne pas perdre, dans la poussière du temps, la mémoire des grandes inégalités, de la pauvreté, de la dépendance, du malheur, des fléaux qui se sont multipliés au cours de ces dernières années dans notre pays.

Et permettez-moi ici, avant de conclure, d'insister sur le problème de la négociation. Comme je l'ai déjà dit nous menons une négociation difficile depuis trois mois. Nous négocions pour notre peuple, nous négocions pour notre pays, mais nous négocions aussi pour l'Europe. Parce que le résultat de cette négociation sera aussi déterminant pour l'avenir de l'ensemble de l'Europe. Entraînera-t-il la continuation de la stratégie de la discipline budgétaire et de la sanction ou bien de nouvelles voies s'ouvriront-elles pour la croissance et le retour de la démocratie en Europe ?

Les premiers jours de la négociation, nous avons été confrontés au problème de la vitesse acquise du Mémorandum. Nous nous sommes trouvés face à l'exigence des créanciers d'accomplir la cinquième évaluation et de mettre en œuvre les engagements pris par le gouvernement précédent avec le retentissant e-mail Hardouvelis. Mais nous aussi, nous avons exigé de nos partenaires un double respect : celui des règles de l'Europe mais aussi le respect du principe de la souveraineté populaire qui est la pierre angulaire de l'organisation démocratique de l'Union européenne.

Nous avons revendiqué et nous avons obtenu, par la décision de l'Eurogroupe du 20 février, comme cela apparaît dans les textes officiels, de faire évoluer les créanciers préalablement attachés au respect du mémorandum et de la cinquième évaluation vers la recherche d'un terrain commun élaboré à partir de nos propres propositions. Cette décision, nous, nous la respectons dans le cadre du débat engagé. Mais pour parvenir à un accord mutuellement bénéfique – et non pas à un accord qui reproduit des impasses – toutes les parties concernées doivent s'en souvenir et respecter cette décision. Le blocage créé par la répétition incessante des réclamations des mesures qui obéissent à la logique mémorandaire qui entraîne automatiquement la répétition aussi incessante de notre demande logique de sortir du cercle des mesures convenues avec le gouvernement précédent n'aide pas à l'avancement des négociations en cours.

Nous, le gouvernement grec, nous continuons de négocier pour obtenir un accord loyal, économiquement et socialement viable, avec nos partenaires. Un accord qui mettra fin à l'austérité, qui assurera la liquidité à l'économie réelle et ouvrira une perspective de croissance au pays. Et cela implique l'accord des partenaires sur quatre points :

** Des excédents primaires bas, en particulier cette année et en 2016 afin de rompre le mécanisme de reproduction de l'austérité et retrouver l'espace budgétaire nécessaire.

** Ne pas ajouter des engagements et des obligations portant sur de nouvelles coupes. Aucune nouvelle baisse des salaires et des pensions, pas de mesures qui vont intensifier les inégalités sociales et ramener l'économie dans une spirale de récession.

** Restructuration de la dette afin de mettre un terme au cercle vicieux des cinq dernières années qui oblige le pays à obtenir sans cesse de nouveaux prêts pour rembourser les précédents.

** Un sérieux programme d'investissements, coordination des financements des investissements, notamment dans les infrastructures et les nouvelles technologies.

À ce stade, un terrain d'entente avec les institutions est en train de se créer sur une série de questions, et cela nous rend optimistes pour les possibilités d'un accord très proche. On a trouvé un terrain d'entente sur des questions telles que les objectifs budgétaires, les changements marginaux dans la TVA qui devraient fonctionner dans le sens de la redistribution en faveur des couches inférieures, mais aussi sur d'autres questions qui touchent au fonctionnement de certaines institutions pour renforcer l'administration du recouvrement fiscal et sur un certain nombre d'autres questions. En même temps, des questions restent encore ouvertes : certains membres des institutions insistent sur des propositions qui visent au changement du cadre institutionnel qui définit le fonctionnement du marché du travail, déjà déréglementé. Ces changements ne peuvent pas être acceptés.

Le paradoxe est que les mêmes personnes qui posent la question de la viabilité du système des retraites sont également celles qui insistent sur la nécessité de poursuivre les mesures mémorandaires qui prévoyaient des coupes supplémentaires. Oubliant peut-être l'une des principales causes de la faiblesse de notre système de sécurité sociale d'aujourd'hui : le célèbre PSI, la décote des fonds d'assurance qui a été réalisée selon leurs propres choix. Et aussi, bien sûr, le chômage massif lié à la crise de ces dernières années.

Ces prochains jours, cependant, nous devons doubler nos efforts afin de parvenir à une évaluation commune des tailles réelles du système d' assurances pour éviter le problème des proposition ou des estimations basées sur une vision erronée de la situation financière des fonds d'assurance. En tous cas, je veux, depuis cette tribune, assurer au peuple grec qu'il n'y a aucune possibilité, aucune probabilité que le gouvernement grec fasse marche arrière sur la question des salaires et des retraites. Les employés et les retraités ont assez souffert. Il est venu maintenant le temps de la redistribution et du partage équitable des charges. Il est venu le temps pour ceux qui jusqu'à présent ne payaient pas, de payer maintenant.

Mesdames et Messieurs,

Nous négocions avec persévérance et détermination pour arriver à un accord global incluant l'ensemble des mesures nécessaires pour assurer la croissance et l'accès rapide de la Grèce aux marchés. Ceci est le plan de réformes que nous discutons. Nous n'avons rien à cacher au peuple grec. Nous sommes francs. Il n'y a pas de bluff et nous avons des objectifs précis.

Toute autre proposition constituerait une répétition des impasses et des erreurs délibérées que certains membres des institutions ont par ailleurs admises publiquement par le passé – je rappelle le débat sur les multiplicateurs- dans le cadre d'une tentative de réduire les réactions sociales. Mais l'aveu public, pour être crédible, doit être exprimé dans la pratique et non seulement en paroles.

Le plan présenté par notre gouvernement dans le cadre des négociations, je l'avoue, n'est ni radical, ni présomptueux, ni agressif. Le plan de négociation de notre gouvernement est tout simplement réaliste et viable. Nous invitons la partie d'en face, après cinq années consécutives d'objectifs irréalistes et d'échecs continus, à rejoindre finalement le réalisme.

Nous appelons aussi au ralliement vous toutes et vous tous, et en particulier la grande majorité sociale qui nous fait confiance et dont les intérêts et les aspirations guident et motivent tous les jours notre travail. Ensemble, nous pouvons non seulement défendre les lignes nationales de négociation, mais aussi construire l'avenir d'une société juste et une économie qui se redresse et se développe. Parce que notre pays dispose d'un potentiel productif inépuisable, que nous devons mettre en valeur pour sortir de la crise avec dignité et avec la tête haute.

**Alexis Tsipras, 15 mai 2015**
**Traduction : Vassiliki Papadaki.**
**Syriza Paris France 19 mai**